

10 FRE

Un bilan du cycle progressive en Amérique latine - Eric Toussaint

1. 1. Changements en cours au Venezuela en 2008 – 2009 (extraits) – Eric Toussaint (2009)
2. 2. Depuis le Venezuela : sept clés pour comprendre la crise actuelle – Emiliano Terán Mantovani (2017)
3. 3. Fin de cycle en Amérique du Sud ? Mouvements populaires, gouvernements « progressistes » et alternatives écosocialistes – Franck Gaudichaud (2015)
4. 4. Face à la crise sociale et politique du Nicaragua – Solidarité avec les revendications populaires et contre la répression Orteguiste ! – Déclaration du Bureau Exécutif de la Quatrième Internationale (2018)



Changements en cours au Venezuela en 2008 – 2009 (extraits)

3 octobre 2009 par Eric Toussaint

La situation politique, sociale et économique au Venezuela a fortement évolué depuis l'échec de la réforme constitutionnelle de décembre 2007 qui a constitué un coup de semonce pour le gouvernement de Hugo Chavez [1].

Les paradoxes de l'économie vénézuélienne : le secteur capitaliste se développe plus rapidement que le secteur public et domine encore très largement l'économie malgré les nationalisations

Le poids du secteur privé (très largement dominé par le secteur capitaliste [18]) dans le produit intérieur du Venezuela est passé de 64,7% en 1998 (à la veille de l'élection d'Hugo Chavez à la présidence) à 70,9% au troisième trimestre de 2008 [19]. Bien que le gouvernement ait nationalisé un nombre significatif d'entreprises de grande taille dans les secteurs de l'électricité, des télécommunications, de la sidérurgie, de l'agro-alimentaire, du ciment et de la banque, le secteur capitaliste a connu une croissance plus rapide que le secteur public, ce qui explique que son poids relatif dans le PIB a augmenté (voir plus haut) tandis que celui du secteur public a baissé (passant de 34,8% en 1998 à 29,1% en 2008) [20].

Cela s'explique notamment par le type d'utilisation de la rente pétrolière. L'écrasante majorité des ressources de l'Etat vénézuélien provient de l'exportation du pétrole. Le gouvernement utilise massivement ses ressources provenant de la rente pétrolière pour améliorer les conditions de vie de la majorité pauvre de la population (ainsi que des autres secteurs à revenus moyens) dans les domaines de la santé (les résultats sont impressionnants), de l'éducation (idem), de l'approvisionnement en produits de base à des prix comprimés via les canaux de distribution et de commercialisation Mercal [21] et Pdval [22] (aliments et autres biens de première nécessité pour les familles), de la construction de logements, de la construction d'infrastructure et de moyens de communication collectif (métro, train), de l'augmentation des salaires de la fonction publique, de l'augmentation d'un grand nombre de bourses et d'allocations sociales, sans oublier les dépenses dans le secteur de la culture et des sports. Il distribue des subventions importantes pour les coopératives, pour les conseils communaux...

Le résultat est incontestablement positif : le pourcentage des Vénézuéliens vivant en dessous

du seuil de pauvreté a diminué de moitié entre 2003 et 2008, passant de 62,1% à 31,5% de la population. Le pourcentage des personnes en situation de pauvreté extrême a quant à lui été réduit de deux tiers, passant de 29% en 2003 à 9,1% en 2008 [23] ; l'analphabétisme a très fortement baissé, le niveau de formation a augmenté, l'accès aux soins de santé gratuits a très fortement augmenté, la consommation des masses a augmenté...

Mais le secteur capitaliste profite aussi très largement de ces dépenses gouvernementales car c'est lui qui domine, et de très loin, le secteur bancaire, le commerce et l'industrie alimentaire. L'argent supplémentaire qui arrive au peuple et qui provient des dépenses de l'Etat finit par se concentrer dans la *bourse* des capitalistes car c'est dans les banques capitalistes que les particuliers (mais aussi les coopératives, les conseils communaux, les municipalités et de nombreuses autres entités publiques) déposent leur argent. Ce sont les banques capitalistes qui émettent la monnaie de crédit à la consommation sous la forme de cartes de crédit et qui soutiennent une partie croissante de la consommation (en prélevant des *taux d'intérêt* élevés). Ce sont les entreprises capitalistes de l'industrie alimentaire qui produisent ou commercialisent la plupart des produits alimentaires consommés par les masses. Ce sont les entreprises capitalistes d'importation qui font venir de l'étranger - à un taux de change officiel très favorable aux importateurs - les très nombreux produits importés que consomment les Vénézuéliens (ces firmes organisent d'ailleurs un commerce d'import-export frauduleux massif entre le Venezuela et la Colombie qui fait perdre des revenus à l'Etat et augmente d'autant les profits capitalistes). Ce sont les chaînes privées de grands magasins qui dominent encore le commerce même si Mercal et Pdval jouent un rôle non négligeable dans l'approvisionnement en produits de base. Quand l'Etat nationalise des entreprises privées appartenant au capital national, c'est aux capitalistes locaux qu'il verse des indemnités de rachat.

Bref, **le secteur capitaliste** continue à **siphonner** la majeure partie des dépenses que fait l'Etat en faveur de la population pauvre ou à revenu moyen.

Selon une étude [24] de Mark Weisbrot et Luis Sandoval, dont le contenu est par ailleurs très favorable au gouvernement de Chavez, le secteur financier privé a connu une croissance de 37,9% en 2004, de 34,6% en 2005 et de 39,2% en 2006 alors que le secteur public (tous secteurs

confondus) n'a connu qu'une croissance de 12,5% en 2004, de 4,1% en 2005, de 2,9% en 2006. Comme l'écrit Victor Alvarez : « *Au cours du précédent mandat du président Chavez (2000-2006), la plus grande partie des incitations financières, fiscales, de change, des achats publics, de l'assistance technique, etc. a été dirigée vers l'appareil productif existant, formé fondamentalement d'entreprises commerciales, lesquelles reproduisent le mode de production capitaliste qui est, paradoxalement, celui qu'on veut dépasser et transcender.* »

On est donc très loin des affirmations de la presse dominante qui voit dans la gestion d'Hugo Chavez une étatisation galopante de l'économie vénézuélienne.

Un problème supplémentaire, déjà évoqué plus haut, provient d'une politique de surévaluation de la monnaie vénézuélienne par rapport au dollar. Cela demande une explication. Depuis 2003, les entreprises qui veulent importer des marchandises et des services doivent acheter des dollars à une administration de l'Etat appelée CADIVI. Cette mesure prise pour lutter contre la fuite des capitaux est utile. Le problème, c'est que le taux de change entre le bolivar et le dollar surestime la valeur du premier. En effet, cela renforce un comportement pervers : pour un capitaliste qui dispose de bolivars en grande quantité, il est plus rentable d'échanger ceux-ci contre des dollars vendus pas chers par l'Etat et d'importer des produits venant des Etats-Unis ou d'ailleurs que de produire ceux-ci dans le pays. Donc, la politique du bolivar surévalué inhibe l'investissement productif et favorise l'activité commerciale tournée vers l'importation frénétique de marchandises [25] et la vente de celles-ci via les grands réseaux privés de distribution. Cette importation massive est de fait subventionnée par l'Etat puisque celui-ci vend au secteur privé des dollars pas chers qu'il a accumulés grâce à l'exportation de pétrole. Il faudrait également analyser le rôle de cette politique du bolivar surévalué et de haut niveau d'importation sur le taux d'inflation qui est particulièrement élevé ces dernières années au Venezuela. Un taux d'inflation élevé qui rogne les augmentations de salaires octroyées par le gouvernement.

Un exemple vicieux de cette politique du bolivar surévalué et des cadeaux qui sont faits par le gouvernement aux banques privées : l'Etat vénézuélien a acheté des *titres de la dette* émis par l'Argentine en 2004-2005. Le problème, c'est qu'il a vendu une partie de ces titres de

la *dette* argentine qui étaient libellés en dollars aux banques privées. Elles les ont achetés en bolivars au taux de change officiel surévalué. Qu'en ont fait certaines (ou beaucoup) d'entre elles ? Elles ont vendu ces titres de la dette argentine aux Etats-Unis ou ailleurs contre des dollars. Cela leur a permis de contourner le contrôle sur les mouvements de sortie de capitaux qu'exerce l'Etat vénézuélien. En effet, officiellement elles n'ont pas exporté de capitaux, elles n'ont fait que sortir du pays des titres de la dette argentine. D'autres astuces des banques ont pu leur fournir des profits juteux, il serait trop long de les détailler ici.

La conclusion, c'est que bien que l'Etat de tente mettre en œuvre une politique de développement endogène (c'est-à-dire tourné vers la satisfaction de la demande intérieure par de plus en plus de production réalisée à l'intérieur du pays), la manière dont opère la redistribution de la rente pétrolière tend à renforcer le secteur capitaliste et le comportement importateur de celui-ci.

Dans son intervention à la rencontre des intellectuels organisée par le CIM, l'écrivain et juriste Luis Britto résume bien la situation : « *Nous vivons dans une société duale, et j'explique dans une fable que j'ai écrite que si quelqu'un tente de faire un système mixte avec des poules et des renards dans un même poulailler, la semaine suivante, il ne restera plus que des renards, qui, en plus, mangeront le fermier.* » [26]

Quelques pistes pour avancer vers une transition au socialisme du XXI^e siècle au Venezuela [27]

Une des solutions à mettre en œuvre afin que l'Etat puisse récupérer (en lieu et place du système bancaire privé actuel) une partie substantielle de ce qu'il distribue (ou dépense) consiste à transférer vers le secteur public (nationaliser) la majeure partie ou l'entièreté du **secteur bancaire capitaliste** vénézuélien [28]. En récupérant ainsi une partie de ce qu'il distribue (à partir de la rente pétrolière), il pourra le réinvestir dans l'économie de nouveau sous la forme de dépenses sociales ou d'investissements productifs afin de créer un cercle vertueux d'accumulation et de développement d'un secteur public de l'économie ainsi que des autres formes de propriété à soutenir et à renforcer (petite propriété privée, propriété coopérative, formes traditionnelles de propriété des communautés indigènes...).

Une deuxième mesure pourrait consister en l'étatisation du **commerce extérieur** afin d'éviter qu'une grande partie des revenus de celui-ci ne

soit dévié vers l'accumulation capitaliste ou/et dévié vers l'extérieur via la fuite des capitaux. Il faudrait également établir toute une série d'incitations de différents types (taxes, subventions, priorités dans les commandes de l'Etat...) en faveur du secteur non capitaliste de l'économie (y compris bien sûr la petite propriété privée) [29].

Mais ce qui est absolument essentiel, c'est de mettre en place des mécanismes pour éviter deux écueils majeurs : 1) la **monopolisation des décisions par la bureaucratie de l'Etat** et 2) **l'émergence d'une nouvelle bourgeoisie à partir des entrailles du chavisme**, ce que la population appelle déjà la « bolibourgeoisie » (= la bourgeoisie bolivarienne, la partie des dirigeants chavistes qui profitent de leur fonction pour commencer à accumuler un capital [30]).

Parmi ces mécanismes, citons : la fixation d'une limite à l'éventail des salaires (par exemple un à six) en réduisant les salaires les plus élevés et en augmentant fortement le salaire minimum ainsi que les autres jusqu'aux salaires moyens ; obliger les mandataires et les fonctionnaires de rang élevé à faire une déclaration annuelle de revenus globaux (salaires et autres rémunérations et revenus) et de patrimoine (car l'accumulation du capital par des bureaucrates passe le plus souvent par des dessous de table qui n'apparaissent pas dans les revenus tandis qu'ils apparaissent dans le patrimoine) ; obliger les citoyens à déclarer les différents comptes bancaires dans le pays et à l'étranger (levée du secret bancaire) ; augmenter fortement la progressivité de l'impôt sur les revenus.

Le remède indispensable et certainement le plus efficace, c'est l'application d'une politique de contrôle ouvrier et de contrôle citoyen sur la comptabilité et la gestion des entreprises et des institutions publiques. Cela permet d'imposer la transparence de la gestion (afin d'éviter les détournements, le gaspillage, l'utilisation des ressources des entreprises ou des institutions pour des projets qui ne se justifient pas du point de vue social, environnemental...) via une politique d'audit intégral à laquelle les travailleurs et les utilisateurs des services doivent participer activement.

Cela implique aussi de doter les organismes de contrôle et les personnes qui en font partie de la formation nécessaire pour exercer l'audit. On doit aussi créer les ponts adéquats pour passer du contrôle à l'autogestion des entreprises (tout en maintenant un contrôle externe). Toute cette bataille pour le contrôle ouvrier, pour le contrôle

citoyen (que j'appelle aussi contrôle par les utilisateurs), pour l'autogestion, fait partie de la construction d'organes de pouvoir populaire par en bas dont il est question. Tout comme les conseils communaux font également partie de cette construction d'organes de pouvoir populaire. Il faudra trouver les formes adéquates pour que cette construction d'organes ne se limite pas à une vision fragmentée, ce qui pose la question de la construction d'une fédération nationale d'organes de contrôle et de pouvoir populaire.

Par ailleurs, l'amélioration de la formation des gestionnaires des entreprises publiques est aussi vitale. Car les nationalisations nécessitent la création d'une réserve de recrutement de cadres de haut niveau technique et de grande formation politique, sociale et éthique. En effet, pour accélérer le rythme des nationalisations, il faut créer simultanément une réserve de cadres et développer, comme mentionné plus haut, une politique de contrôle ouvrier et citoyen. Dans le cas contraire, on risque de créer des entreprises publiques inefficaces, voire corrompues.

Quelques observations supplémentaires concernant le Venezuela

Réduire la dépendance à l'égard des hydrocarbures et des Etats-Unis

Un des défis qu'ont affronté plusieurs gouvernements antérieurs, tout comme celui d'Hugo Chavez, est celui de la diversification de l'appareil productif afin de sortir d'une dépendance extrême à l'égard des hydrocarbures (cela vaut d'ailleurs pour la plupart des grands exportateurs de pétrole). C'est pour cela que, dans les années 1960, une entreprise comme SIDOR a été créée. Par la suite, au cours des années 1980 et 1990, les gouvernements néolibéraux [31] privatisèrent plusieurs entreprises publiques comme SIDOR et misèrent sur les investissements étrangers pour diversifier l'économie. Ce fut un échec.

Ces dernières années, le gouvernement d'Hugo Chavez tente à sa manière de diversifier l'appareil productif :

1. développement et renforcement d'un pôle sidérurgique et métallurgique en appliquant une politique de substitution d'importation (par exemple, le Venezuela va produire les tubes dont il a besoin pour ses oléoducs alors que jusqu'ici, ils sont importés ; avec l'aide des Chinois, le Venezuela va produire du matériel ferroviaire et

redévelopper son réseau) ;

2. soutien à la production agricole locale pour se rapprocher autant que possible d'une situation de souveraineté alimentaire alors que près de 90% des aliments consommés dans le pays sont importés (héritage des décennies d'utilisation des revenus pétroliers pour importer tout ce dont le Venezuela avait besoin) ;

3. développement d'une industrie pétrochimique ;

4. amélioration de la production et de la distribution électrique produite en très grande majorité à partir de l'énergie hydraulique (et heureusement pas à partir du pétrole). A ce niveau, contrairement aux intentions officielles, il faut éviter de se lancer dans la production d'électricité par des centrales nucléaires ;

5. nationalisation de l'industrie du ciment afin de développer la politique de construction d'habitations.

En ce qui concerne la volonté de réduire la dépendance à l'égard du pétrole, le Venezuela cherche aussi à diminuer la part de ses exportations destinée aux Etats-Unis [32], son principal acheteur d'hydrocarbures, en cherchant à renforcer les fournitures à la Chine (selon certaines sources gouvernementales, l'espoir est que la Chine achète autant que les Etats-Unis d'ici 2014, ce qui paraît très difficile à atteindre).

Politique agraire

Une réforme agraire a été mise en place [33], les coopératives et les petites exploitations agricoles font l'objet de subventions importantes mais on part d'une situation très difficile. Le poids de l'agriculture dans le PIB est très faible [34] et, mises à part des exceptions très importantes (comme par exemple les régions de grande culture maraîchère dans les Andes [35]), le Venezuela est un de ces pays où la paysannerie est considérablement affaiblie en raison du modèle importateur appliqué depuis des décennies.

Comment reconstituer une paysannerie assurant la souveraineté alimentaire d'une population qui atteindra 30 millions dans les prochaines années ? Il faut reconnaître que le problème est très difficile à résoudre. Pour cela, il faut que l'Etat mette en œuvre une très large batterie de mesures de stimulations parmi lesquelles : une amélioration substantielle de la qualité des services publics en zones rurales de manière à réduire l'exode rural ; l'apport d'une aide à différents niveaux à l'agriculture familiale et aux autres formes traditionnelles de production agricole sans exercer une pression exagérée en faveur des coopératives [36] ; le développement d'un réseau

public pour la commercialisation des produits des paysans en leur assurant une stabilité de débouché et des prix suffisamment élevés pour les stimuler et les mettre hors des griffes des réseaux privés qui imposent leur prix aux producteurs et s'assurent des marges de bénéfice beaucoup trop élevées [37].

Michael Lebowitz a fait des propositions en ce qui concerne la politique agricole au Venezuela qui devraient être mises en œuvre pour améliorer la situation : *“en tenant compte de la contrebande existante due à un bolivar surévalué et des marchandises déviées via le marché noir, la solution ne réside pas dans le subventionnement à travers la fourniture gratuite d'intrants tels que les moyens de production, ou dans le subventionnement monétaire direct à la production agricole (sauf dans le cas où de nouvelles installations productives soient mises en place). Pourquoi ? Parce que, vu les circonstances, il n'y a aucun contrôle permettant d'assurer que les produits se dirigent au bon endroit/là où il faut – surtout en l'absence de mécanismes de suivi et de surveillance qui impliquent des coûts de transaction très élevés.*

Par conséquent, pour assurer que les subventions aboutissent à une véritable augmentation de l'offre alimentaire sur le marché national, et ce, à des prix convenables, la meilleure forme de subventionnement est de passer par une agence de l'Etat qui achète les produits à un prix déterminé. Cette agence étatique peut offrir un prix aux producteurs qui stimule la production et peut ensuite faire en sorte que les articles produits soient vendus à la population via le réseau Mercal à des prix inférieurs aux prix payés aux producteurs.” [38]

Politique du gouvernement vénézuélien en matière d'endettement

Le poids de la dette publique par rapport au PIB a baissé au cours des dernières années mais il faut souligner que le gouvernement d'Hugo Chavez n'ordonne pas la réalisation d'un audit intégral de la dette publique alors qu'il s'est engagé à plusieurs reprises à le faire [39].

Une partie de la dette que continue à rembourser le Venezuela est héritée du régime antérieur (la IV^e République) et est très fortement entachée de fraude. Mais il ne faut pas s'en tenir aux dettes contractées par les gouvernements antérieurs à la V^e République instituée en 1999. En effet, il est très important pour le gouvernement de faire la preuve aux citoyens qu'il est prêt à auditer sa propre politique d'endettement.

Par ailleurs, on ne peut que s'interroger sur l'opportunité de contracter de nouveaux emprunts à un moment où le prix du baril de pétrole était élevé et où les liquidités ne manquaient pas. Or PDVSA s'est endetté pour un montant de 12 milliards de dollars en 2006 en émettant des titres sur les *marchés financiers* internationaux. Comment justifier cette décision qui n'a pas fait l'objet de discussion à l'Assemblée nationale ? Avec un prix du baril qui a baissé depuis juillet 2008 (même si son niveau actuel – entre 50 et 70 dollars le baril pendant l'été 2009 - met hors de danger immédiat le Venezuela), les remboursements que doit effectuer PDVSA ne grèvent-ils pas son budget, ne réduisent-ils pas exagérément ses liquidités ? Pourquoi s'endetter et transférer des intérêts vers les financiers privés internationaux (ou nationaux), si on dispose de liquidités suffisantes pour ne pas devoir recourir à l'emprunt ? Ces questions restent malheureusement sans réponse.

Il faut souligner que Hugo Chavez met l'accent sur le développement endogène du pays qu'il définit comme « *autocentré, fondé sur des ressources propres et consubstantiel du retour en force de l'échelle nationale* ». Réduire l'endettement extérieur de PDVSA devrait constituer une application de cette définition très intéressante.

La défense du Venezuela par rapport aux dangers d'agression extérieure et à la menace des paramilitaires colombiens en territoire vénézuélien

Face à l'agressivité des Etats-Unis et de la Colombie (les forces armées colombiennes sont bien supérieures à celles du Venezuela et il est de notoriété publique que des forces paramilitaires de ce pays sont déjà présentes à l'intérieur du territoire vénézuélien, par exemple dans l'Etat de Tachira au sud-ouest du pays), la prise de conscience de la nécessité de se préparer à des attaques possibles s'accroît.

Il faut se rappeler que pour faire face au putsch du 11 avril 2002, le peuple ne disposait pas d'armes. C'est désarmées que des centaines de milliers de personnes ont encerclé les casernes, le palais présidentiel, les radios et TV complices du coup. Beaucoup de militants ne veulent pas qu'une telle situation se reproduise, d'autant que les ennemis du processus ont aussi tiré les leçons de l'échec du coup. Le général Alberto Müller Rojas, membre de la direction du PSUV, écrit dans l'éditorial de *A la Izquierda (A la gauche)*, la revue de ce parti, qu'il faut imaginer une agression armée « *dans laquelle notre peuple devrait affronter des forces non*

seulement supérieures du point de vue quantitatif mais aussi qualitatif. Et il y aurait un facteur aggravant. Les hostilités compteront sur l'appui de facteurs de pouvoirs internes... ». Un peu plus loin, il ajoute : « *Notre organisation ne peut répondre autrement qu'en promouvant un débat sur ce problème dans le cadre des organisations populaires* » [40]. De son côté, Stalin Perez Borge, dirigeant de *Marea Socialista* et responsable syndical, écrit : « *l'unique réponse est le peuple en armes. Il est nécessaire que nous les travailleurs, nous nous incorporions dans la milice bolivarienne pour former le plus tôt possible des bataillons ouvriers* » [41].

Notes

[1] Le « Non » au référendum constitutionnel promu par Hugo Chavez le 2 décembre 2007 a recueilli 51% des voix contre 49% pour le « Oui ». C'est le seul échec « électoral » de Chavez entre 1998 et 2009. Voir Eric Toussaint, « Transformer l'échec du 2 décembre 2007 en un puissant levier pour améliorer le processus en cours au Venezuela d'Hugo Chavez », décembre 2007, <http://www.cadtm.org/Transformer-l-echec-du-2-decembre>

[18] La part de l'économie sociale au sein du secteur privé est par exemple très faible : de 0,5% en 1998, elle est passée à 1,6% du produit intérieur brut fin 2008. Sur un total de 11.692.071 personnes actives fin 2008, seulement 201.773 le sont dans les coopératives de l'économie sociale. C'est-à-dire, à peine 1,7%.

[19] Voir Victor Alvarez « La transformation du modèle productif vénézuélien : bilan de dix années de gouvernement », *Revista La Comuna* n°0, p. 37 à 55. Victor Alvarez a été ministre des Industries de base du gouvernement Chavez de janvier 2006 à août 2007.

[20] Il y a une nuance importante à apporter : jusque 2002, bien que publique, PDVSA (Petroleos de Venezuela Sociedad Anónima) avait évolué vers une gestion favorable au secteur privé. D'ailleurs une grande partie de ses revenus étaient déclarés et taxés aux Etats-Unis. Les mesures prises par le gouvernement Chavez à partir de 2002 ont permis la reprise en main de la gestion de l'entreprise par l'Etat, ce qui a entraîné une augmentation forte des revenus qui sont ensuite utilisés pour des politiques sociales.

[21] La Mission Mercal S.A. (MERCado de ALimentos) est l'un des programmes sociaux

promus par le gouvernement vénézuélien. Créée officiellement le 24 avril 2003, la Mission Mercal est destinée au secteur alimentaire et dépend du Ministère de l'Alimentation. Le programme consiste à construire des magasins et des supermarchés et de les approvisionner en aliments et produits de première nécessité à bas prix afin qu'ils soient accessibles à la population nécessiteuse. Les aliments sont subventionnés et arrivent sur les étals sans intermédiaires, de telle sorte que les prix proposés offrent habituellement des réductions de l'ordre de 30 à 45%, par rapport à ceux pratiqués dans les autres chaînes de distribution. http://es.wikipedia.org/wiki/Mis%C3%B3n_Mercal

[22] Productora y Distribuidora Venezolana de Alimentos (Pdval) a été créé en janvier 2008 http://www.abn.info.ve/go_news5.php?articulo=117377

[23] Cité par Victor Alvarez.

[24] Voir Mark Weisbrot et Luis Sandoval, La Economía venezolana en tiempos de Chavez, Center for Economic and Policy Research, Washington, 2007, www.cepr.net

[25] Une anecdote personnelle : j'ai été tout à fait stupéfait de voir fin novembre-début décembre 2006 dans les quartiers de la classe moyenne à Caracas des points de vente de milliers de sapins de Noël importés du Canada. Les commerces vendaient aussi en grande quantité des systèmes pour projeter de la neige chimique sur les sapins. Il faut tenir compte du fait qu'à Caracas il fait plus de 20° de température à Noël. Le bolivar surévalué rend tout à fait rentable l'importation massive de sapins provenant du grand Nord. Il est vrai qu'Hugo Chavez critiquait ce comportement d'importation systématique, d'autant plus, disait-il, que cela correspondait à des habitudes culturelles (le père Noël par exemple) elles aussi importées et adoptées de manière critique au détriment des traditions culturelles locales.

[26] Voir http://www.cadtm.org/IMG/article_PDF/article_a4492.pdf et Martha Harnecker "Selección de las Opiniones más destacadas de los intelectuales reunidos en el CIM" <http://www.rebelion.org/noticia.php?id=88131> qui reprend des extraits de différentes interventions réalisées lors de la rencontre des intellectuels organisée par le CIM début juin 2009.

[27] Les recommandations ci-dessous valent aussi pour l'Equateur et la Bolivie (qui seront analysés dans un prochain article) même si la situation au Venezuela est plus favorable de plusieurs points de vue à leur mise en place.

[28] Il a pris une première mesure dans ce sens en 2009 en nationalisant Banco de Venezuela.

[29] Voir à ce propos les propositions de Victor Alvarez dans la partie finale de son document déjà cité.

[30] Roberto Lopez, professeur à l'université de Zulia, critique un processus : "dans lequel les secteurs des entreprises privées, qui ne sont pas nécessairement ceux qui essayent de renverser le gouvernement, mais des secteurs privés alliés à la bureaucratie bolivarienne, sont devenus multimillionnaires sur cette période. Il faudrait faire une analyse de ces groupes privés et de la relation avec les avoies économiques de nombreux dirigeants et grandes figures du processus. Il apparaît qu'il y a une nouvelle bourgeoisie bolivarienne associée aux milieux d'affaires. Par exemple, un fait dont j'ai eu vent presque directement est celui des entreprises sous-traitantes qui viennent d'être nationalisées, expropriées, dans la région de la Côte orientale du lac, et où, dans pratiquement toutes, il y avait des dirigeants qui avaient participé au coup, à la grève patronale pétrolière, et tous étaient associés à des dirigeants du PSUV, avec des dirigeants de la révolution, avec des députés, des gouverneurs boliviariens, etc."

Voir <http://www.aporrea.org/actualidad/n136767.html>

[31] Dont la deuxième présidence de Carlos Andres Pérez qui appliqua en 1989 un plan d'ajustement structurel dicté par le FMI entraînant l'énorme soulèvement populaire du 27 février 1989 réprimé dans le sang par Pérez alors vice-président de l'Internationale socialiste.

[32] Selon l'Instituto nacional de estadísticas, en 1999, les Etats-Unis représentaient 47,36% des exportations vénézuéliennes et les importations en provenance des Etats-Unis représentaient 40,61% du total de ce qu'importait le pays. En 2007, les pourcentages sont respectivement passés à 52,4% pour les exportations et 25,8% pour les importations.

[33] 2.675.732 hectares ont été récupérés sur les grandes propriétés (latifundia) et l'on a octroyé aux paysans des titres de propriété agraires et des titres d'adjudication pour un total de 1.862.247 hectares à la fin de 2008.

[34] Le secteur agricole représente à peine 4,39% du PIB alors qu'en Colombie il représente 12,1%. La moyenne latino-américaine : 6,22% du PIB.

[35] Lire Alexandra Angeliame et Jean Christian Talet, « Mutation maraîchère et accompagnement institutionnel dans les Andes vénézuéliennes (1950-2007) » chapitre 4 de la seconde partie in

Olivier Compagnon, Julien Rebotier et Sandrine Revet (sous la direction de), *Le Venezuela au-delà du mythe. Chavez, la démocratie, le changement social*, Editions de l'Atelier/Editions Ouvrières, Paris, 2009, 238 pages

[36] En effet, le bilan de la création de très nombreuses coopératives agricoles (et autres d'ailleurs) est particulièrement mitigé au Venezuela (comme cela avait été le cas dans une série d'autres pays qui ont donné la priorité aux coopératives par rapport à l'exploitation individuelle familiale).

[37] Comme on le voit, il n'y a pas que les petits producteurs européens de lait qui sont confrontés à ce type de problème qui a provoqué des mouvements de lutte en France, en Belgique et en Allemagne, en 2008-2009.

[38] Michael Lebowitz, « De los subsidios agrícolas a la soberanía alimentaria », 2 février 2008, 7 pages.

[39] Hugo Chavez a annoncé le lancement d'un audit de la dette lors de sa rencontre avec une centaine de délégués des mouvements sociaux du monde entier en janvier 2006 à l'issue de la 6^e édition du Forum social mondial réalisée de manière décentralisée à Caracas, Bamako et Karachi. J'étais présent à cette réunion qui a par ailleurs été entièrement retransmise en direct par la télévision publique. Il s'y est aussi engagé à la fin de l'année 2008, dans le cadre d'une réunion de l'Alba.

[40] A la Izquierda, n°19.

[41] Marea Socialista, n°21, 28 juillet 2009.

Depuis le Venezuela : sept clés pour comprendre la crise actuelle

22 mai 2017 par Emiliano Terán Mantovani

Il est impossible de comprendre la crise que connaît aujourd'hui le Venezuela sans analyser l'ensemble des facteurs que nous vivons « de l'intérieur », et que les principaux médias n'expliquent pas.

Nous présentons ici sept clés de la crise actuelle et insistons sur l'impossibilité qu'il y a à comprendre ce qui se passe au Venezuela si l'on ne tient pas compte de l'intervention étrangère et du fait que le concept de « dictature », inopérant pour expliquer le cas du Venezuela, n'est pas une spécificité régionale de ce pays. Nous pensons quant à nous que le contrat social, les institutions et les cadres de l'économie formelle sont en train d'exploser et que le futur et les politiques de notre pays sont déterminés par la force et un certain nombre de mécanismes informels, exceptionnels et souterrains. Nous pensons que les deux blocs partisans qui se disputent le pouvoir partagent le même horizon néolibéral et que nous assistons à une crise historique du capitalisme rentier vénézuélien. Les communautés, les organisations populaires et les mouvements sociaux font face à une désagrégation progressive du tissu social.

La façon dont est traitée la question du Venezuela dans les grands médias internationaux est certainement unique au monde, faite de déformations, manichéisme, slogans, manipulations et omissions.

Mais au-delà des versions crétinisantes de la novlangue médiatique qui interprète tout ce qui se passe dans le pays en termes de 'crise humanitaire', 'dictature' ou 'prisonniers politiques', ou alors du récit héroïque du Venezuela du 'socialisme' et de la 'révolution' qui interprète tout ce qui se passe dans le pays en termes de 'guerre économique' ou d' 'attaque impérialiste', de nombreux sujets, thématiques ou processus sont passés sous silence, qui se déroulent chez nous et constituent l'essence de la scène politique nationale. On ne peut rien comprendre à la crise actuelle que traverse le Venezuela si l'on n'analyse pas de l'intérieur, l'ensemble des facteurs qui s'y déroulent.

Une *action* et une interprétation fondées sur la logique 'ami/ennemi' relèvent plus d'une discussion entre élites politiques et économiques que des intérêts fondamentaux des classes

travailleuses et de la défense des biens communs. Il est nécessaire d'avoir une vision globale des processus de crise et du conflit national pour pouvoir tracer les axes permettant de dépasser ou d'affronter la conjoncture actuelle.

Nous présentons ici 7 clés de compréhension, dans une analyse non seulement du conflit gouvernement/opposition, mais aussi des processus en cours au sein des institutions politiques, des tissus sociaux, des réseaux économiques, tout en soulignant les complexités du néolibéralisme et des régimes de gouvernement et de gouvernance dans le pays.

I. On ne peut pas comprendre ce qui se passe au Venezuela sans tenir compte de l'intervention extérieure

Le Venezuela joue un rôle géopolitique significatif, de par les ressources naturelles dont dispose le pays, riches et variées ; sa position géostratégique ; son défi dans un premier temps aux politiques du Consensus de Washington ; son influence régionale intégratrice ; ses alliances avec la Chine, la Russie ou l'Iran. Certains secteurs intellectuels et médiatiques cherchent toutefois à esquiver les dynamiques internationales les plus évidentes qui affectent ou déterminent l'avenir politique du pays, dont la principale est l'action interventionniste du gouvernement et des différents pouvoirs séditionnels des États-Unis.

Ces secteurs se chargent alors de ridiculiser la critique de l'impérialisme et présentent le gouvernement national comme l'unique acteur de pouvoir au Venezuela, et par conséquent l'unique objet de l'interpellation politique.

Or, depuis l'instauration de la Révolution bolivarienne les États-Unis ont déployé un intense interventionnisme au Venezuela, qui s'est renforcé et est devenu plus agressif après la mort du président Chavez (2013) dans le contexte de l'épuisement du cycle progressiste et de la restauration conservatrice en Amérique latine. Rappelons le décret signé par Barack Obama en mars 2015 déclarant le Venezuela comme menace inédite et extraordinaire pour la sécurité nationale des États-Unis – '*an unusual and extraordinary threat to the national security and foreign policy of the United States*'. Nous savons ce qui est arrivé aux pays qui ont été catalogués ainsi par la grande puissance du Nord.

Aujourd'hui, outre les déclarations menaçantes du Chef du Commandement Sud, l'Amiral Kurt W. Tidd (6 avril 2017), signifiant que la crise

humanitaire que vit le Venezuela pourrait rendre indispensable une réponse régionale – *'The growing humanitarian crisis in Venezuela could eventually compel a regional response'* – et l'évidente agressivité de la politique extérieure de Donald Trump avec le récent bombardement de la Syrie, le Secrétaire général de l'Organisation des états américains (OEA), Luis Almagro, a pris la tête de plusieurs pays de la région pour essayer de faire appliquer la Charte démocratique ouvrant par là un processus de 'retour à la démocratie' dans le pays.

Les idéologues et agents médiatiques de la restauration conservatrice dans la région montrent une grande préoccupation pour la situation des droits humains au Venezuela, mais ils ne parviennent pas à expliquer pourquoi bizarrement aucun effort n'est fait sur le plan supranational face à l'effroyable crise des droits de l'homme que vivent des pays comme le Mexique et la Colombie. L'indignation morale semble relative et ils préfèrent se taire.

Que ce soit par intentionnalité politique ou naïveté analytique, ces secteurs dépolitisent le rôle des organismes supranationaux et font fi des relations géopolitiques de pouvoir qui les sous-tendent et en caractérisent la nature. Une chose est de lire de façon paranoïaque toutes les opérations impulsées par ces organismes internationaux, une autre, bien différente, est d'interpréter leur action sur un plan purement procédurier, en ignorant les mécanismes de domination internationale et de contrôle des marchés et des ressources naturelles mis en œuvre par ces institutions de gouvernance mondiale et régionale.

Mais il y a plus important. S'agissant d'intervention, on ne peut seulement parler de celle des États-Unis. Le Venezuela connaît des formes croissantes d'interventionnisme chinois, dans la politique comme dans les mesures économiques qui ont été prises, ce qui signifie des pertes de souveraineté, une augmentation de la dépendance avec la puissance asiatique et des processus de flexibilisation économique.

Une partie de la gauche a choisi de taire ces dynamiques, considérant que seule l'intervention américaine est digne d'intérêt. Mais ces deux vecteurs d'ingérence étrangère favorisent l'accumulation capitaliste transnationale, l'appropriation des 'ressources naturelles' et n'ont rien à voir avec les revendications populaires.

II. Le concept de 'dictature' n'explique pas le cas du Venezuela

C'est pratiquement depuis le début de la Révolution bolivarienne que l'on a qualifié le Venezuela de 'dictature'. Ce concept continue à faire l'objet de larges débats de théorie politique, et ses définitions restent imprécises et lacunaires au vu des transformations et complexifications rencontrées avec les régimes et formes de pouvoir contemporains.

La 'dictature' est en général associée à des régimes politiques ou des formes de gouvernement dans lesquels tout le pouvoir est concentré, sans restrictions, en une seule personne ou groupe de personnes ; il n'y a pas de séparation des pouvoirs, ni de libertés individuelles, de liberté des partis, de liberté d'expression, et parfois le concept a été vaguement défini comme 'le contraire de la démocratie'.

Au Venezuela, le terme de 'dictature' a été utilisé et banalisé dans le jargon médiatique de façon superficielle, viscérale, moralisante et présenté comme pratiquement comme une spécificité vénézuélienne, à la différence des autres pays de la région, où il y aurait en théorie des régimes 'démocratiques'.

La question est qu'au Venezuela il est aujourd'hui difficile de dire que le pouvoir est concentré sans restriction sur une seule personne ou un groupe de personnes, car il y a dans le pays une multiplicité d'acteurs, certes hiérarchisée, mais aussi fragmentée et volatile – surtout après la mort du président Chavez, et il existe divers blocs de pouvoir qui peuvent s'allier ou s'opposer et qui dépasse la dichotomie gouvernement-opposition.

Même si l'une des composantes importantes du gouvernement est militaire, et que des expressions d'autoritarisme et une certaine capacité de centralisation apparaissent, le panorama est très instable. Il n'y a pas de domination absolue du haut vers le bas et il existe une certaine parité entre les groupes de pouvoir en conflit. Mais le conflit pourrait s'étendre et rendre la situation encore plus chaotique.

Le fait que l'opposition vénézuélienne contrôle l'Assemblée nationale, qu'elle a gagnée massivement par la voie électorale, montre bien qu'il n'y a pas absence de séparation des pouvoirs mais plutôt conflit entre eux, jusqu'ici favorable à la combinaison Exécutif-judiciaire.

Plutôt que de parler d'un régime politique homogène, nous sommes face à un large ensemble de forces conflictuelles. Les métastases de la corruption font que l'exercice du pouvoir se décentralise encore davantage, ou bien rende sa centralisation difficile pour le Pouvoir constitué.

En revanche, ce qui a bien à voir avec le vieux concept romain de dictature, c'est que dans ce contexte, le Gouvernement national gouverne par décrets et mesures spéciales dans le cadre d'un 'état d'exception' déclaré, officialisé depuis le début 2016. Au nom de la lutte contre la guerre économique, la délinquance et les paramilitaires, les avancées subversives de l'opposition, on ignore les médiations institutionnelles et les processus démocratiques. Particulièrement graves sont les politiques de sécurité comme l'Opération de libération du peuple (OLP) qui constituent des interventions de choc directes des corps de sécurité de l'État en différents territoires du pays (villes, campagnes, quartiers périphériques), pour 'combattre la pègre' qui se soldent à chaque fois par un nombre polémique de morts ; le blocage du referendum révocatoire ; la suspension des élections des gouverneurs en 2016 sans que l'on ne sache à ce jour quand elles auront lieu ; la répression croissante et les débordements policiers face au mécontentement social lié à la situation du pays ; et des processus de militarisation en augmentation, notamment dans les zones frontières et celles qui ont été déclarées 'de ressources naturelles stratégiques'.

Telle est la carte politique, qui, ajoutée aux différentes formes d'intervention étrangère, constitue la situation de guerre de faible intensité qui traverse pratiquement tous les domaines de la vie quotidienne des Vénézuéliens. Tel est le cadre dans lequel s'exercent les libertés individuelles, l'opposition et la pluralité des partis, la convocation et réalisation de manifestations, l'expression de la dissidence et des critiques dans les médias, entre autres formes de ladite démocratie au Venezuela.

III. Au Venezuela le contrat social, les institutions et les cadres de l'économie formelle ne fonctionnent plus

S'il y a quelque chose que l'on pourrait qualifier de spécificité du cas vénézuélien, c'est que la situation socio-politique actuelle est déchirée, profondément corrompue et fortement chaotique. Nous avons soutenu que le pays vit l'une des crises institutionnelles les plus sévères de

toute l'Amérique latine, nous référant par là à l'ensemble des institutions juridiques, sociales, économiques, politiques, entre autres, qui constituent la République du Venezuela.

La crise historique du modèle d'accumulation rentière du pétrole, les métastases de la corruption, les sévères atteintes au tissu social depuis la 'période néolibérale' et en particulier depuis 2013, et l'intensité des attaques et conflits politiques ont dépassé dans leur ensemble les cadres des institutions formelles dans tous les secteurs de la société, canalisant une bonne partie des dynamiques sociales vers des mécanismes informels, souterrains et illégaux.

Dans le domaine économique, la corruption est devenue un mécanisme transversal et le moteur de la redistribution de la rente pétrolière, détournant d'énormes quantités de devises à la discrétion de quelques uns et minant les bases de l'économie formelle rentiste. Cela est déterminant au sein de PDVSA, la principale industrie du pays, ainsi que dans des fonds primordiaux comme le Fonds Sino-vénézuélien ou dans de nombreuses entreprises nationalisées.

L'effondrement de l'économie formelle a fait de l'informel l'un des moteurs de toutes l'économie nationale. Les sources d'opportunités sociales, que ce soit l'ascenseur social ou des possibilités de gains plus importants sont souvent ce que l'on appelle le 'bachaqueo' (marché noir de produits alimentaires) ou d'autres formes de commerce sur les différents marchés parallèles, tels que devises, médicaments, essence, etc.

Sur le plan politico-juridique, l'état de droit n'est pas respecté ni reconnu par une partie des principaux acteurs politiques, qui non seulement s'ignorent mutuellement mais s'adonnent à des jeux politiques, prêts à tout pour s'écraser mutuellement. Le gouvernement national affronte ce qu'il considère comme des 'forces ennemies' par des mesures d'exception et de choc, tandis que les groupes d'opposition les plus réactionnaires réalisent de violentes opérations de vandalisme, d'affrontement et attaques aux infrastructures.

Dans cette situation, l'état de droit est considérablement affaibli, et la population vénézuélienne est devenue très vulnérable.

L'impunité règne chaque jour davantage et s'étend à tous les secteurs de la population. Cela n'a pas pour seule conséquence d'enraciner encore davantage la corruption, qui semble ne pas pouvoir s'arrêter, mais aussi le fait que la population n'attend plus rien de la justice et l'exerce de plus en plus elle-même directement.

L'effondrement du contrat social engendre dans la population des tendances au 'sauve-qui-peut'. La fragmentation du pouvoir a aussi contribué à la constitution, la croissance et le renforcement de différents pouvoirs territoriaux comme les soi-disant 'syndicats de mineurs' qui contrôlent par les armes les mines d'or de l'État de Bolivar, ou des bandes criminelles qui dominent des secteurs de Caracas comme Le cimetière ou La côte 905. Ce panorama implique ni plus ni moins que la force risque d'être la clé du devenir et des issues politiques à l'actuelle situation du pays.

IV. La crise de longue durée du capitalisme rentier vénézuélien (1983-2017)

La chute des prix internationaux du pétrole a été déterminante dans le développement de la crise vénézuélienne mais ce n'est pas le seul facteur d'explication. Depuis les années 1980, les symptômes de l'épuisement du modèle d'accumulation fondé sur l'*extractivisme* pétrolier et la distribution de la rente qui en découle sont de plus en plus forts. La phase actuelle de chaos de l'économie nationale (depuis 2013 à aujourd'hui) est aussi le produit de l'évolution économique du pays au cours des dernières 30 années. Pourquoi ? On peut donner plusieurs explications : près de 60% du pétrole vénézuélien est lourd et extra-lourd. Ces bruts reviennent économiquement plus cher et requièrent l'usage de plus d'énergie et d'opérations de traitement additionnelles pour pouvoir être commercialisés. La rentabilité de ce qui fait vivre le pays est en baisse par rapport à la période où primaient le pétrole conventionnel. Cela intervient alors que le modèle exige toujours plus de revenus rentiers et plus d'investissement social, non seulement pour pallier les besoins croissants d'une population qui continue à croître.

L'hyper-concentration de la population dans les villes (plus de 90%) a pour corollaire un usage de la rente orienté essentiellement vers la consommation (de biens importés) et très peu vers le secteur productif. Les périodes de vaches grasses favorisent le renforcement du secteur extractif (primaire) – effets de ce que l'on appelle la maladie hollandaise- ce qui affecte de façon importante les secteurs productifs déjà faibles. A la fin de ces périodes, (cela a été le cas à la fin des années 1970 par exemple et aujourd'hui depuis 2014), l'économie devient plus dépendante et est encore plus affaiblie pour affronter une nouvelle crise.

La corruption socio-politique du système favorise aussi les fuites et les décentralisations frauduleuses des capitaux, ce qui empêche le développement de politiques de distribution cohérentes pour affronter une nouvelle crise.

La volatilité croissante des prix internationaux du pétrole, ainsi que les changements intervenus dans les rapports de force internationaux au sujet du pétrole (comme la perte d'influence progressive de l'*OPEP*) ont eu aussi des effets importants sur l'économie nationale.

Parallèlement à ces aléas économiques, les ressources écologiques continuent à être exploitées et à s'épuiser, ce qui fait peser des menaces sur les moyens de vie de millions de vénézuéliens, à court ou à long terme. La solution aujourd'hui impulsée par le gouvernement national a été une augmentation sensible de l'endettement extérieur, une redistribution de la rente à la population plus régressive, une expansion de l'extractivisme et des faveurs au capital transnational.

En bref, quelque soit l'élite qui gouverne dans les prochaines années, elle devra faire face aux limites historiques atteintes par le vieux modèle basé sur la rente pétrolière. Il ne pourra être question d'attendre seulement que par un coup de chance les prix du pétrole augmentent. Des changements transcendants sont annoncés et il faudra être préparés à les affronter.

V. Socialisme ? Au Venezuela c'est un processus progressif d'ajustement et de flexibilisation économique qui est à l'œuvre

C'est un processus d'ajustement progressif et sectoriel de l'économie qui est en œuvre dans le pays, de flexibilisation, suite à des régulations et des restrictions du capital, et de démantèlement graduel des acquis sociaux atteints dans les périodes antérieures à la révolution bolivarienne. Ces changements se font masqués au nom du Socialisme et de la Révolution, même si ce sont des politiques de plus en plus rejetées par la population. Certaines politiques sont à l'avant-garde, telle la création des Zones économiques spéciales qui constituent des libéralisations intégrales de certaines parties du territoire national, une forme qui dépose la souveraineté aux mains des capitaux étrangers qui pourraient administrer pratiquement sans limites ces régions. Il s'agit e l'une des mesures les plus néolibérales depuis l'Agenda Venezuela mis en œuvre par le gouvernement de Rafael Caldera dans les années

1990, selon les recommandations du Fond monétaire international.

Il faut souligner aussi la flexibilisation progressive des contrats signés avec les entreprises étrangères dans la frange pétrolière de l'Orénoque ; la libéralisation des prix de certains produits de base ; les émissions croissantes de bons souverains ; la *dévaluation* de la monnaie, qui aboutit à une sorte de change flottant (Simadi) ; l'acceptation de certaines opérations commerciales libellées en dollars, dans le secteur du tourisme notamment ; ou encore le règlement rubis sur l'ongle des paiements de la *dette* extérieure et de son service, ce qui se traduit par des coupes dans les importations et des problèmes de pénuries de biens de consommation de base.

Un extractivisme flexibilisé est réintroduit, visant surtout les nouvelles frontières de l'extraction, avec notamment le mégaprojet de l'Arc minier de l'Orénoque, qui ambitionne d'installer comme jamais auparavant des mégaprojets miniers sur un territoire de 111.800 km², qui menacent les sources de vie indispensables aux vénézuéliens, en particulier pour les peuples indigènes. Ces projets nous arriment de surcroît pour longtemps aux structures de dépendance produites par l'extractivisme.

Il convient de souligner que ces réformes cohabitent avec la persistance de certaines politiques d'assistance social, des augmentations successives des salaires nominaux, certaines concessions aux revendications des organisations populaires et l'usage d'un discours révolutionnaire et anti-impérialiste. Avec comme principal objectif de conserver les appuis électoraux qui restent.

Nous sommes en présence de ce que nous avons appelé un « néolibéralisme mutant », dans la mesure où sont associées des formes de mercantilisation, financiarisation et dérégulation et des mécanismes d'intervention étatique et d'assistance sociale.

Une partie de la gauche a cherché avant tout à éviter l'arrivée au pouvoir de gouvernements conservateurs afin d'éviter ainsi le 'retour au néolibéralisme'. Mais elle a oublié de mentionner comment les gouvernements progressistes ont aussi pris différentes mesures sélectives, mutantes et hybrides à caractère néolibéral qui en fin de compte affectent le peuple et la nature.

VI. Quelle alternative ? Le projet des partis de la Plateforme d'unité démocratique (MUD en espagnol) est néolibéral

La Plateforme droitiste d'unité démocratique (MUD) est le bloc dominant de l'opposition partisane au Gouvernement national, même si une opposition de gauche se constitue lentement et continuera vraisemblablement à se construire. Cette gauche critique, du moins pour celle qui est la plus claire, ne s'identifie pas à la MUD et ne se coordonne pas avec elle.

La MUD n'est pas un bloc homogène et il existe en revanche des secteurs, qui vont depuis des groupes radicaux d'extrême-droite influents –que l'on pourrait appeler 'uribistes' – jusqu'à certains secteurs néoconservateurs légers et libéraux élitistes avec une certaine tendance redistributionniste. Ces différents groupes ont une relation conflictuelle entre eux non exempte de confrontations mutuelles et insultes mutuelles.

Malgré leurs différences, les différents groupes de la MUD sont unis par au moins trois facteurs fondamentaux : leur matrice idéologique, les bases de leur programme économique et leur plan réactionnaire contre le Gouvernement national et face à la possibilité d'une profonde transformation émancipatrice de caractère populaire. Analysons les deux premiers.

La matrice idéologique de la MUD est profondément marquée par la théorie néoclassique et le libéralisme conservateur, elle fait un éloge obsessif de la propriété privée, de la fin de l' 'idéologisation' de l'État et des libertés individuelles et de l'entreprise.

Ces piliers idéologiques apparaissent plus clairement dans le programme de ce bloc que dans ses discours médiatiques dont la rhétorique est simpliste, superficielle et souvent réduite à des mots d'ordre. La synthèse la plus achevée de son modèle économique peut être consultée dans ses 'Lineamientos para el Programa de Gobierno de Unidad Nacional (2013-2019)' (Lignes directrices pour le Programme de Gouvernement d'Unité Nationale) qui offre une version néolibérale plus orthodoxe de l'extractivisme pétrolier, que celle du projet de l'actuel gouvernement vénézuélien.

Il convient de souligner que, même s'ils brandissent le drapeau du 'changement' et du 'Venezuela productif', leur proposition envisage de porter l'extraction de pétrole au Venezuela à 6 millions de barils par jour, à partir surtout de l'augmentation des quotas dans l'Arc pétrolier de l'Orénoque. Même s'ils s'affrontent, s'opposent et se montrent du doigt en public, les propositions

pétrolières de Henrique Capriles

Radonski (Petróleo para tu Progreso, Pétrole pour le progrès) et de Leopoldo López (Pétrole dans le meilleur Venezuela) se ressemblent comme deux gouttes d'eau et ne divergent pas du 'Plan de la patrie' 2013-2019 impulsé par le gouvernement actuel. Le changement annoncé n'est qu'un tour de vis supplémentaire extractiviste, plus rentier et plus développementiste, avec toutes les conséquences économiques et impacts socio-environnementaux et culturels qu'implique ce modèle.

aboutir ses revendications. Lui qui aujourd'hui affronte les dilemmes complexes de ces temps de reflux et de régressions. Lui qui est supposé être le vrai point d'honneur des gauches. Tourner le dos à ces contre-pouvoirs populaires au nom d'une stratégie de maintien au pouvoir pourrait coûter très cher.

Traduction Lucile Daumas.

VII. La fragmentation du 'peuple' et le délitement progressif du tissu social social

Le premier affecté par tous ces processus de guerre de basse intensité et de chaos systémique est le peuple travailleur. La forte cohésion socio-politique des premières années de la Révolution bolivarienne s'est non seulement usée mais désarticulée petit à petit jusqu'au cœur du tissu communautaire du pays.

La précarité de l'accès aux besoins fondamentaux de la vie quotidienne ; les incitations à la résolution individuelle et compétitive des problèmes de la population ; les métastases de la corruption, la canalisation des conflits sociaux vers des méthodes violentes ; la perte des références éthique et politiques et l'usure de la polarisation liée au discrédit des partis ; l'agression directe aux importantes expériences communautaires et à leurs dirigeants par différents acteurs politiques et territoriaux, tout cela fait partie de ce processus d'affaiblissement des solidarités sociales qui vise à saper les fondements authentiques d'un processus potentiel de transformation et émancipation populaire ou des capacités de résistance de la population face à une forte avancée des forces régressives du pays.

Parallèlement, diverses organisations de base populaire et mouvements sociaux de tout le pays, continuent à vouloir construire une alternative à partir de leurs territoires. L'histoire dira quelle sera leur capacité de résistance, adaptation et surtout leur génie collectif pour se coordonner et mener la bataille de l'orientation du projet politique national en position de force.

La solidarité indispensable que devrait impulser les gauches latino-américaines et du monde doit être celle de la solidarité avec le peuple en lutte, ce peuple qui a historiquement supporté l'exploitation et les coûts de la crise. Lui qui a brisé les amarres et s'est réapproprié les rues pour faire entendre et

Fin de cycle en Amérique du Sud ? Mouvements populaires, gouvernements « progressistes » et alternatives écosocialistes

22 décembre 2015 par Franck Gaudichaud

Alors que les droites latino-américaines semble relever la tête (en particulier suite à l'élection de Mauricio Macri en Argentine et à la cuisante défaite électorale du chavisme au Venezuela), le débat autour d'une possible « fin de cycle » ou d'un reflux des gouvernements « progressistes » se poursuit, nous publions ici une contribution de Franck Gaudichaud afin de continuer à alimenter une réflexion critique initiée avec le récent article de Massimo Modonesi et qui sera prolongée par d'autres articles dans les prochains mois. [1] Voici plus de 40 ans qu'un coup d'État militaire écrasait l'expérience de la « voie chilienne au socialisme » ; 30 ans qu'était fondé au Brésil le plus puissant mouvement social du continent, le MST (Mouvement des travailleurs ruraux sans terre) ; 20 ans que retentissait au Chiapas le cri zapatiste Ya Basta ! contre le néolibéralisme et le Traité de libre commerce de l'Amérique du Nord (TLCAN – ALENA en français) ; plus de 15 ans que Hugo Chávez était élu à la présidence du Venezuela et plus de 2 ans que la maladie l'a emporté. Aujourd'hui les peuples « indo-afro-nuestroamericanos » dans leurs tentatives de construction de grammaires émancipatrices semblent avoir atteint un nouveau point d'inflexion. Un cycle de moyenne durée, social, économique et politique semble s'épuiser lentement, même si ce n'est en aucun cas un processus uniforme, encore moins linéaire. Avec les progrès réels (bien que relatifs) obtenus, les difficultés et les limites importantes affrontées, les expériences des différents et très divers gouvernements « progressistes » de la région, qu'il s'agisse de processus clairement de centre-gauche, sociaux-libéraux, ou, au contraire, d'exécutifs nationaux-populaires plus radicaux, anti-impérialistes, et souvent disqualifiés dans les milieux conservateurs sous l'appellation de « populistes », qu'ils revendiquent les révolutions bolivarienne, ando-amazonienne ou « citoyenne », ou incarnent de simples changements institutionnels d'essence progressiste, tous ces processus politiques complexes semblent se heurter à des problématiques endogènes, à de puissantes forces conservatrices (nationales et globales), mais aussi à nombre d'indéfinitions ou dilemmes non résolus au plan stratégique.

Gouvernements progressistes et expériences post-néolibérales

Sans aucun doute, dans les pays où se sont consolidées des victoires électorales répétées et éclatantes de forces de gauche ou antinéolibérales, en particulier dans le cas où ces victoires sont le produit d'années de luttes sociales et populaires, comme en Bolivie, ou d'une rapide politisation-mobilisation des couches populaires, comme au Venezuela, l'État et ses politiques régulatrices, la croissance économique interne, la lutte contre l'extrême pauvreté par des programmes spécifiques de redistribution et de mise en place de nouveaux services publics ont gagné du terrain : il s'agit d'une différence importante, qu'on ne saurait mésestimer, avec le cycle infernal des privatisations, dévastations sociales et de la violence de la dérégulation capitaliste néolibérale des années 1990. Ces pays ont vu – à des degrés divers - la réaffirmation du rôle de l'État en tant qu'instance régulatrice du marché, avec la redistribution partielle de la rente extractive et des richesses du sous-sol au bénéfice des plus pauvres, politique assistanciale aux effets directs et immédiats pour des millions de citoyen-ne-s et qui explique en partie la solidité de la base sociale et électorale de ces expériences jusqu'à présent (après plus de 10 ans d'exercice du pouvoir dans certains cas). Pour la première fois – depuis des décennies – divers gouvernements « post-néolibéraux », à commencer par la Bolivie, l'Équateur et le Venezuela, ont montré qu'il était effectivement possible de reprendre le contrôle des ressources naturelles et, dans le même temps, de faire reculer la pauvreté extrême et les inégalités sociales tout en engageant des réformes politiques d'inclusion-mobilisation de larges secteurs populaires, jusqu'ici écartés du droit de décider par eux-mêmes, donner leur opinion et surtout participer. On a également vu ressurgir dans les imaginaires géopolitiques continentaux le rêve de Bolívar et des initiatives d'intégration régionale alternative et de coopération entre les peuples (à l'image du projet – jamais consolidé - de l'ALBA-TCP – Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique-Traité de commerce des Peuples), qui tentaient de recouvrir un espace de souveraineté nationale face aux grandes puissances du Nord, à l'impérialisme militaire et aux nouvelles caravelles que sont les entreprises transnationales ou les diktats unilatéraux des institutions financières mondiales.

Alors que le vieux monde et les peuples de l'Union européenne sont soumis à la dictature

financière de la *Troïka* (FMI, Commission européenne et *Banque centrale européenne*) qui les plonge dans une profonde crise économique, politique et même morale, il faut souligner la capacité dont ont fait preuve divers mouvements populaires et dirigeants de « Notre Amérique » au moment de résister et commencer à reconstruire un multilatéralisme régional indépendant de Washington, démocratiser la démocratie et même réinventer les contours du politique en s'engageant dans des projets progressivement conçus par différents leaders comme des alternatives pour le XXI^e siècle. Quand on voit le peuple grec essayer de relever la tête face à la dictature de la *dette* et aux attaques des classes dominantes européennes, quand tant de travailleurs, de jeunes et de collectifs de cette région du monde sont à la recherche de voies émancipatrices, il y a encore beaucoup à apprendre de l'Amérique latine des 20 dernières, aussi bien de ses victoires que de ses échecs, de son expérience traumatique du règne du fondamentalisme néolibéral et de ses tentatives héroïques d'y faire face sur ces terres du Sud du système-monde capitaliste.

Les chemins sinueux du pouvoir et la « révolution passive »

Pourtant, comme le soulignait début 2015 le théologien et sociologue François Houtart, secrétaire exécutif du Forum mondial des alternatives, le défi fondamental – en particulier pour les pays qui ont le plus fait naître d'espérances de changement dans les rangs d'une gauche mondiale à la recherche d'exemples à suivre – reste la définition de voies de transition radicale vers un nouveau paradigme civilisateur postcapitaliste. Il ne s'agit pas de rester enfermé dans un projet de modernisation post-néolibérale et moins encore dans le cadre d'un nouveau modèle de croissance fondé sur l'assistanat et le productivisme ou d'un simple réarrangement entre développement national, bourgeoisies régionales et capitaux étrangers. Il s'agit au contraire de viser à la transformation des relations sociales de production, des formes de propriété et des modes d'exploitation de la nature... tout en affrontant l'ingérence impérialiste. Sans aucun doute, une tâche gigantesque et ardue que quelques pays de l'Amérique du Sud ne pourront mener à bien seuls ! Tout point de vue critique devrait partir de là, afin de mesurer les possibles dans le contexte régional actuel.

De ce point de vue, à l'étape historique où nous nous trouvons, malgré les progrès démocratiques

conquis au prix de la sueur et du sang [2], on voit affleurer les multiples tensions, revers et les limites atteintes par les divers progressismes latino-américains et, plus largement, celles de la période ouverte au début des années 2000 dans la lutte contre l'hégémonie néolibérale. Álvaro García Linera, un intellectuel aujourd'hui au pouvoir, présente ces tensions (en particulier celles entre mouvements et gouvernants) comme potentiellement « créatives » et « révolutionnaires », comme des expériences nécessaires pour avancer progressivement vers un « socialisme communautaire » [3], en tenant compte des rapports de forces géopolitiques, politiques et sociaux réellement existants (il disqualifie au passage, sans argumenter vraiment et de manière bien peu encourageante, toute critique provenant de sa gauche comme « infantile »...). Selon cette vision, souvent défendue par les « intellectuels de palais », la conquête électorale du pouvoir par des forces national-populaires est pensée comme une réponse démocratique – et « concrète » – à l'émergence plébéienne des années 1990-2000 et l'État est considéré comme un instrument essentiel « d'administration des biens communs » face au règne de la loi de la valeur et de la désocialisation néolibérale. Parmi les défenseurs de ces dynamiques dans le cadre de différents gouvernements progressistes, d'ailleurs trop souvent analysés comme un tout homogène, se trouvent également des intellectuels de renom comme Emir Sader (Brésil), Atilio Borón (Argentine) ou Marta Harnecker, éducatrice populaire et sociologue chilienne [4]. Pourtant, nombre de militant-e-s de terrain, de mouvements et d'analystes critiques d'horizons politiques pluriels (parmi eux Alberto Acosta et Natalia Sierra en Équateur, Hugo Blanco au Pérou, Edgardo Lander et Roland Denis au Venezuela, Maristella Svampa en Argentine ou Massimo Modenesi au Mexique...) soulignent au contraire la dimension toujours plus « conservatrice » des politiques gouvernementales du progressisme ou du nationalisme post-néolibéral (de l'Uruguay au Nicaragua en passant par l'Argentine [5]), et y compris leur caractère de « révolution passive » (au sens de Gramsci) : il s'agirait ainsi de transformations « au sommet » qui transforment effectivement l'espace politique, les politiques publiques et les rapports État-société-mouvements, mais qui dans le même temps intègrent, cooptent – et, in fine, neutralisent – l'irruption de ceux d'en bas dans les réseaux institutionnels, conduisent à un brusque réarrangement au sein des classes

dominantes et du système de domination, en freinant la capacité d'auto-organisation, pouvoir populaire et de contrôle exercé par les peuples mobilisés et secteurs subalternes [6]. Sous cet angle, la « capture » de l'État par des forces progressistes pourrait signifier davantage la capture de la gauche... par les forces profondes de l'État, sa bureaucratie et les intérêts de classe qu'ils représentent. Le cas vénézuélien où l'inertie de l'État rentier, la corruption (civile et militaire) et la « boli-bourgeoisie » sont trois maux qui s'autoalimentent avec frénésie est une sorte de cas extrême en ce sens au moment d'expliquer la situation de décomposition socio-politique que vit le chavisme gouvernemental et la distance toujours plus grande d'avec le chavisme populaire et militant. Sous cet angle, la stratégie de prise de pouvoir pour changer le monde peut aboutir à une gauche prise par le pouvoir, où tout serait changé tout en gardant l'essentiel du monde tel qu'il est...

Selon l'écrivain uruguayen Raúl Zibechi, « Dans la mesure où le cycle progressiste latino-américain s'épuise, le temps semble venu de commencer à tirer des bilans sur le long terme, qui ne s'en tiennent pas aux éléments conjoncturels ou secondaires, pour commencer à dessiner un panorama d'ensemble. Le moins que l'on puisse dire est que cette fin de cycle s'avère désastreuse pour les secteurs populaires et la gauche, avec son lot d'incertitudes et d'angoisses quant à l'avenir immédiat, où nous devons affronter une politique de droite et répressive » [7].

Fin de cycle ? fin... et suites

Ces derniers temps, une avalanche d'articles ont été publiés sur la question de l'existence ou non d'une « fin de cycle » progressiste, ou même quant à la pertinence de la notion même de « cycle progressiste ». Le débat a atteint un niveau de polarisation tel que les uns accusent les autres de faire le « jeu de l'Empire » en critiquant les gouvernements, d'être des « diagnostiqueurs de la capitulation » et des « gauchistes de bistrot » (dixit García Linera), quand d'autres critiquent les premiers de s'être convertis en intellectuels aux ordres et au service d'États de la région et de gouvernements qui ne sont finalement plus régressifs que progressistes... Ce dialogue de sourds n'est guère utile pour élucider le moment politique présent. Les notions d'un possible « reflux du changement d'époque » [8] ou, dans une optique marxiste, d'une lente « fin de l'hégémonie progressiste » [9]. sont sans doute plus complexifiées et adaptées pour s'engager

dans cette discussion de manière certes conflictuelle, voire opposée mais constructive en termes politiques. Ceci tout en prenant acte que ce phénomène se produit dans des conditions territoriales-nationales hautement différenciées : « Ce glissement est davantage perceptible dans certains pays (par exemple l'Argentine, le Brésil et l'Équateur) que dans d'autres (le Venezuela, la Bolivie et l'Uruguay), vu que dans ces derniers les coalitions progressistes au pouvoir sont restées relativement soudées et n'ont pas connu de clivages marqués vers la gauche. Le Venezuela en particulier a été le seul pays où a été impulsée la participation des classes populaires avec la mise en place des Comunas à partir de 2009... » [10].

Au-delà de la polémique sur l'ampleur du tarissement, de l'inflexion ou du reflux de la période nationale-populaire, et tout en soulignant la variété des processus analysés, il apparaît que, à de nombreux niveaux, les gouvernements progressistes semblent avoir opté définitivement, sous la pression de facteurs tant globaux qu'endogènes, pour un « réalisme modernisateur » au plan économique, la recherche de consensus avec les élites en place et la « politique du possible », ce qui est souvent le meilleur moyen de justifier le renoncement à des changements structurels dans une optique anticapitaliste : cette dynamique pourrait trouver son symbole dans la rencontre « fraternelle », en juillet 2015, entre la présidente brésilienne Dilma Rousseff – membre du Parti des travailleurs – et le responsable de crimes contre l'humanité qu'est Henry Kissinger – ex-secrétaire d'État des USA – à un moment où Dilma recherchait le soutien politique de l'Empire face à une opposition croissante de la société civile et une droite revitalisée par l'ampleur des cas de corruption dans les sphères gouvernementales. à l'évidence, l'objectif poursuivi par l'exécutif de la principale puissance latino-américaine avec ce type de geste diplomatique est, avant tout, de soutenir « ses » propres classes dominantes et d'offrir davantage de « sécurité » pour les activités commerciales au Brésil. Sur un autre front et sous d'autres latitudes, le traité de libre commerce signé dans le secret en 2014 par l'Équateur avec l'Union européenne, témoigne des limites des annonces faites par Rafael Correa quant à la « fin de la nuit néolibérale », ceci d'autant plus qu'il s'agit d'un des gouvernements longtemps montré comme exemple à suivre par d'amples franges des gauches européennes. Aujourd'hui le gouvernement équatorien, confronté à la droite et, à l'en croire, à la menace d'un « coup d'État à froid », doit également faire face aux mouvements sociaux et

indigènes (ainsi qu'à une gauche radicale encore divisée et très minoritaire) au point qu'on pourrait parler d'une situation d'« impasse politique », au sens que lui donne le marxiste Agustín Cueva, où la figure césariste du Président joue un rôle de stabilisateur fonctionnel pour le capital : « Il y a eu des périodes récurrentes dans l'histoire de l'Équateur où l'intensité des conflits horizontaux, inter-capitalistes, combinés à des luttes verticales opposant les classes dominantes et populaires, les rendait insupportables pour les formes de domination existantes. Dans l'intermède, le temps que les politiques conçoivent de nouvelles formes plus stables de domination, régnait l'instabilité au point d'aboutir à une impasse » [11].

L'héritage maudit extractiviste

De façon plus générale, il faut mentionner, même s'il ne s'agit pas du seul problème, la permanence dans tous les pays progressistes et postnéolibéraux d'un modèle productif et d'accumulation où s'entremêlent, à des degrés et selon des intensités variables, capitalisme d'État, néolibéralisme et modèles basés sur l'extraction intense de ressources primaires et énergétiques (« *extractivisme* »), avec leurs effets destructeurs pour les communautés indigènes, les travailleurs, les territoires et les écosystèmes... Cette tension interne s'articule, de façon inégale et combinée, avec un contexte financier globalisé féroce et – ce qui constitue le fait central de la conjoncture actuelle – la crise économique mondiale et la déflation chinoise qui frappent violemment la région, en provoquant une brusque chute du prix des matières premières et en particulier du baril de pétrole (qui est passé de pratiquement 150 dollars à moins de 50), scellant la fin de la période de prospérité précédente en mettant à nouveau à nu la matrice productive dépendante et néocoloniale de l'Amérique latine, héritage maudit de plusieurs siècles de domination impérialiste. Cette situation coïncide avec une offensive notoire du capital transnational des États du Nord et de quelques géants du Sud (à commencer par la Chine) pour s'emparer de nouvelles terres agricoles, de ressources énergétiques, minérales, de l'eau, de la biodiversité, de la main d'œuvre : une tornade destructrice... jusqu'à la dernière goutte de vie. Dans des pays comme la Bolivie ou l'Équateur où la conscience de ces dangers sociaux-environnementaux est plus aiguë, le gouvernement et les forces qui le soutiennent mettent en œuvre une politique – qui ne manque pas de cohérence – consistant à passer par une phase indispensable d'industrialisation-extractivisme pour construire la

transition en s'appuyant sur une certaine croissance économique : on peut parler d'un « extractivisme transitoire post-néolibéral » qui permettrait de développer de petits pays dépendants aux faibles ressources, de créer des richesses sur la base d'une accumulation primitive pour répondre à l'immense urgence sociale que connaissent ces nations appauvries et, dans le même temps, s'engager dans un lent processus de changement du modèle d'accumulation au sein d'un contexte mondial adverse.

Néanmoins, selon Eduardo Gudynas, secrétaire exécutif du CLAES (Centre latino-américain d'écologie sociale) : « Il n'y a aucune évidence que ce processus se réalise réellement pour différentes raisons. Premièrement, la façon dont est utilisée la richesse générée par l'extractivisme est en grande partie consacrée à des programmes qui augmentent l'extractivisme, en accroissant par exemple les réserves d'hydrocarbures ou en encourageant l'exploration minière.

Deuxièmement, les politiques extractivistes ont des effets économiques qui inhibent les processus d'autonomie dans d'autres secteurs productifs, aussi bien dans l'agriculture que dans l'industrie.

Le gouvernement devrait prendre des mesures pour prévenir cette distorsion et ce n'est pas ce qui se passe. Il y a de fait une dérive dans l'agriculture avec la promotion de cultures d'exportation alors qu'augmentent les importations d'aliments.

Troisièmement, comme les projets extractivistes engendrent une forte résistance sociale (telle celle récente des Guaránis de Yategrenda, Santa Cruz, ou de la réserve Yasuni en Équateur) les gouvernements sont contraints de les défendre avec une telle vigueur que l'adhésion de larges secteurs de la société à la culture extractiviste se renforce et inhibe par là-même la recherche d'alternatives » [12].

Ainsi, ce n'est pas un hasard si les luttes populaires et les mobilisations qui émergent au cœur de l'Amérique, et qui annoncent – peut-être – une nouvelle période historique de luttes de classe, sont directement liées aux déprédations, à la répression et aux résistances socio-territoriales que ces politiques engendrent : « La résistance se développe principalement contre l'extraction minière et la *monoculture*, en particulier le soja, mais aussi contre la *spéculation* immobilière, autrement dit contre les formes spécifiques que revêt l'extractivisme. Selon l'Observatoire des conflits miniers de la région il y a 197 conflits en cours dans le secteur minier qui touchent 296 communautés. Le Pérou et le Chili, avec 34

conflits chacun, suivis par le Brésil, le Mexique et l'Argentine sont les pays les plus affectés » [13].

Crise économique mondiale, retour des droites et nouvelles luttes populaires

Ce nouveau scénario se manifeste dans un contexte marqué par de sombres menaces sur l'économie des principales puissances latino-américaines, la profonde crise du capitalisme mondial qui se poursuit et la persistance d'immenses inégalités sociales tout comme de dissymétries régionales dans l'ensemble du continent. Il faut par ailleurs souligner l'offensive tous azimuts des différents secteurs de la droite patronale et des médias privés, mais aussi des oligarchies de la région qui profitent de la fin de l'hégémonie progressiste pour récupérer le terrain perdu depuis 15 ans face aux leaders charismatiques et aux dirigeants progressistes. Ces droites conservatrices et néolibérales continuent à contrôler – sur le plan politique – des villes, des régions et des pays clé (comme le Mexique et la Colombie) et viennent coup sur coup de vaincre lors des présidentielles en Argentine et de créer un véritable raz de marée lors des parlementaires au Venezuela. Ces nouvelles conquêtes menacent clairement les droits arrachés par les luttes pendant la dernière décennie et le processus d'intégration régionale qui prenait ses distances avec Washington, mais il serait tout à fait illusoire – comme le fond nombre d'intellectuels de palais – de se contenter de pointer la « guerre économique et médiatique » ou les manœuvres étatsuniennes au moment d'expliquer ses défaites. La croissance des droites puisent avant tout dans les faiblesses et incohérences du projet national-populaire, l'absence de perspective de rupture mobilisatrice (les Kirchner revendiquaient avoir réussi à restaurer « un capitalisme normal ») ; elles naissent également de l'effondrement « par en haut » d'une tentative de transformation nationale (comme au Venezuela). Nous savons néanmoins que les forces conservatrices ont été et sont toujours capables d'organiser de multiples formes de déstabilisation quand cela est nécessaire, y compris des coups d'État (comme, au cours de ces dix dernières années, au Paraguay, au Honduras et au Venezuela) avec le soutien - explicite ou indirect - de la politique impérialiste made in USA [14]. Il est pourtant peu probable que nous assistions à un brusque retour en arrière vers l'époque du néolibéralisme triomphant tant la conscience anti-néolibérale a pu gagner du terrain, même si dans le cas du Venezuela, la soif d'en découdre de l'opposition et les appels à la

résistance du Président Maduro pourraient annoncer des temps agités d'affrontements. Pourtant, d'en bas s'élèvent des protestations populaires multisectorielles, des peuples indigènes, des étudiants et des travailleurs qui imposent leurs propres agendas et revendications au temps institutionnel, soulignant par leurs luttes les limites des transformations structurelles mises en œuvre dans les pays gouvernés par des forces « post-néolibérales » et leur absence totale là où règnent encore les droites néolibérales, dénonçant aussi les diverses formes de répression, d'intimidation ou de cooptation qui sévissent partout : opposition collective au soja transgénique et grèves ouvrières en Argentine ; grandes manifestations de rue de la jeunesse dans les principales villes brésiliennes pour le droit à la ville et contre la corruption ; crise profonde du projet bolivarien, violence de l'opposition et difficile réorganisation du mouvement populaire au Venezuela ; luttes paysannes et indigènes au Pérou contre les méga-projets miniers (tel le projet Conga) ; mobilisations des Mapuche, des salariés et des étudiants au Chili pour dénoncer avec force l'héritage maudit de la dictature de Pinochet (et sa cogestion par le gouvernement actuel) ; critiques de la COB (Centrale ouvrière bolivienne), d'ONG et de secteurs du mouvement indigène à l'encontre de la politique de « modernisation » d'Evo Morales en Bolivie ; renoncement du gouvernement Correa au projet Yasuní qui devait préserver de l'extraction les gisements pétrolifères en Équateur et affrontement du pouvoir avec la CONAIE (Confédération des nationalités indigènes de l'Équateur) et des franges significatives de la société civile organisée ; négociations prolongées en Colombie à la recherche d'une paix véritable, ce qui exige une paix qui aille de pair avec des transformations sociales, économiques et une réforme agraire de grande ampleur ; etc.

La « vieille taupe » de l'histoire et les alternatives en construction

Le scénario est tendu et fluctuant. Mais quoi qu'il en soit « la vieille taupe de l'histoire » (au sens où l'entendait Marx) continue à creuser et se développent simultanément une grande variété d'expériences de luttes sociales, de conflits de classe et de débats politiques accompagnés de nombreuses expériences de pouvoir populaire, d'alternatives radicales et d'utopies en construction [15]. Si certains intellectuels ont pu croire – et laisser croire – que pour toute une période l'Amérique latine – on devrait la nommer

Abya Yala – atteindrait le nouvel El Dorado du « socialisme du XXI^e siècle » grâce à un « tournant à gauche » institutionnel et des victoires électorales démocratiques, nous savons que les chemins de l'émancipation sont bien plus complexes, profondément sinueux et que les appareils du pouvoir (militaires, médiatiques, économiques) des oligarchies latino-américaines et impérialistes sont solides, résilients, enkystés et féroces quand c'est nécessaire. Transformer les relations sociales de production et éliminer les dominations de « race » et de genre dans les sociétés de « Notre Amérique » relèvent d'une dialectique qui devra, à coup sûr et à nouveau, partir d'en bas et à gauche, dans l'autonomie et l'indépendance de classe, dans toute sa dimension politique, en écartant l'illusion d'un changement qui ferait l'économie de la prise du pouvoir, mais aussi qu'une transformation de la société par le haut est possible (et souhaitable).

Cela ne revient pas à nier que ces tentatives collectives de pouvoir populaire doivent continuer à s'appuyer sur des victoires électorales partielles, qu'elles puissent attacher de l'importance à conquérir des espaces institutionnels et politiques au sein de l'État ou encore s'incarner autour du figures dirigeantes, mais si – et seulement si – si ces nouveaux espaces et leaders sont mises au service des « communs » et de leurs administrés, au service d'une stratégie cherchant le développement de l'auto-organisation dans tous les domaines. Peut-on utiliser l'État pour en finir avec l'État... capitaliste, en l'utilisant un temps comme barrière de protection face à la puissance des forces hostiles internes et externes ? Ou faut-il affirmer avec Marx que l'État, création par essence des classes dominantes, ne peut pas être un outil à utiliser tel quel notre service sauf à risquer de nous coloniser, dans nos mentalités, notre âme et nos pratiques ?

À l'évidence, se confirme une fois de plus que la prise de contrôle de l'exécutif représente « seulement » la conquête partielle du pouvoir, d'autant plus limitée si on ne dispose pas d'une majorité parlementaire et d'une base sociale mobilisée [16] : rappelons-nous les leçons du Chili et la façon dont a été renversé Salvador Allende et écrasée la voie « institutionnelle » au socialisme de l'Unité populaire... Un gouvernement de gauche et des classes subalternes ne démontre alors son véritable caractère d'alternative que s'il est capable de servir de levier transitoire et de stimulant pour les luttes auto-organisées des travailleurs et des mouvements populaires ou

indigènes, en favorisant des dynamiques de prise de pouvoir démocratique réelles, de transformations des relations sociales de production, d'expérience d'autogestion et de voies émancipatrices fondées sur et agissant pour le « bien vivre ». À défaut, les forces politiques dites de gauche sont condamnées à gérer l'ordre existant, et même dans des phases d'instabilité à s'élever au-dessus des classes sociales dans une fonction bonapartiste pour assurer la perpétuation de l'État-Léviathan, en exerçant leur domination de façon plus ou moins « progressiste » et plus ou moins conflictuelle avec les élites locales ou les multinationales.

Le fléchissement et le tournant régressif actuel en Amérique latine est incontestablement lourd de dangers, tout en contenant encore quelques opportunités pour celles et ceux d'en bas. L'heure est venue de reprendre la discussion sur le nouveau sans oublier l'ancien et de débattre des stratégies anticapitalistes et des outils politiques permettant de construire ce que nous proposons d'appeler un *ecosocialismo nuestroamericano* du XXI^e siècle : un projet qui ne soit ni un calque ni une copie, qui refuse de se laisser étouffer par les tactiques électorales à court terme, par les luttes des caudillos et des appareils bureaucratiques, mais qui ne se laisse pas non plus abuser par la chimère de construire une pluralité d'autonomies sociales sans projet politique d'ensemble un tant soit peu centralisé. Pour ce faire il est essentiel de mobiliser tous nos sens, ouvrir les yeux et les cœurs, devant les expériences collectives en cours, souvent obliérées par les radars médiatiques dominants, encore dispersées et faiblement interconnectées, mais qui forment un puissant fleuve de luttes en permanente évolution, inscrites dans le réel et le concret, riches de leurs échecs et de leurs succès. Autant d'expériences qui permettent de comprendre les dynamiques émancipatrices, les tentatives collectives originales et les dangers qu'elles doivent affronter ou contourner.

Cela ne nous permet pas, c'est vrai, de mettre en évidence une forme idéale de soulèvements victorieux et lendemains qui chantent. Il s'agit plutôt d'une mosaïque de *praxis-savoirs-actions* : expériences au niveau des terres et des territoires, ou encore de l'activité productives avec les usines récupérées par leurs salariés, dans le domaine des communautés urbaines, d'autres encore s'inscrivant dans des politiques publiques engagées par les gouvernements et les institutions, pour autant qu'elles soient sous le contrôle des intéressés : luttes des femmes contre la violence

patriarcale, des sans-toits, des communautés indigènes, de la classe ouvrière dans différents pays, expériences d'agroécologie alternative en Colombie, des mouvements pour le « bien vivre » en Équateur, des conseils communaux au Venezuela, des usines sans patron en Argentine, des médias communautaires au Chili et au Brésil, des rondas communautaires au Pérou et au Mexique, etc. « Des initiatives organisées localement pour prendre et exercer le pouvoir populaire, des manifestations de rue combattives pour s'opposer à des décisions prises par le pouvoir national et transnational ; mais également des assemblées constituantes capables de refonder l'utopie, de se réappropriier les rênes de la politique au niveau de l'État : les chemins de l'émancipation sont loin d'être univoques. En tant qu'expériences, ils supposent des recherches, des tâtonnements et des replis. Mais aussi des victoires. Complexes, parfois contradictoires, mais chargées d'espoirs profonds et authentiques, ces expériences constituent une source pour ceux qui sont engagés dans la tâche de réinventer les sociétés et la façon de faire de la politique, qu'il s'agisse de citoyens des pays de cette région du monde ou de femmes et d'hommes d'autres contrées qui se sont engagés sur la voie difficile de la résistance et de l'émancipation » [17].

Ecosocialisme ou barbarie

Cette pluralité de voix et d'exemples latino-américains permet de reprendre le fil d'une discussion qui parcourt déjà les veines ouvertes du continent ; cela permet de réfléchir au-delà et en-deçà des projets progressistes gouvernementaux, en considérant qu'il est, simultanément, indispensable de créer des fronts socio-politiques larges pour faire face aux menaces de retour en force des droites et de l'impérialisme en Amérique du Sud. Il faut évidemment reconnaître que ces diverses expériences et vécus évoqués brièvement ici qui relèvent du comment changer le monde sont contradictoires, et même divergentes : certaines isolées, très localisées et d'autres, au contraire, institutionnelles ou rattachées à des politiques gouvernementales. C'est à cela que tient l'intérêt de reprendre les grands débats stratégiques du XX^e siècle, mais en les situant dans le temps présent et dans la mémoire des bilans des douloureuses défaites passées. Cela nous oblige surtout à penser à contre-courant, à l'opposé d'une « gauche contemplative, institutionnelle, administrative, une gauche d'aspirants fonctionnaires, une gauche sans révolte, sans mystique, une gauche sans gauche » qui peuple les

arcanes parlementaires et les officines gouvernementales [18]. Contre nos funestes modèles de croissance infinie et nos propres visions téléologiques, avec la conscience de l'urgence globale d'une planète maltraitée en plein effondrement écologique et climatique, le temps presse. Comment s'engager dans une transition post-capitaliste et écosocialiste au XXI^e siècle ? Quel sera le rôle des instruments politico-organisationnels dans ce cheminement ? Le rôle des forces armées, du système de représentation, des syndicats ? Les détruire, s'en servir, les transformer, les esquiver, les fissurer... d'accord, mais alors comment ? Et comment reconstruire une conscience commune, une hégémonie culturelle et une gauche anticapitaliste par le peuple et pour le peuple ? Comment éviter de nourrir de petits groupes aux affinités étroites refermés sur eux-mêmes mais également se garder de répéter les abominations bureaucratiques étatiques du XX^e siècle ?

La grande Rosa Luxemburg, en 1915, reprenant les mots de Friedrich Engels, lançait cet avertissement : « ou bien passage au socialisme ou rechute dans la barbarie. » En 2015, ce message prend un sens encore plus catastrophique et prémonitoire : « écosocialisme ou écocide global ». C'est avec « l'audace du nouveau » que nous pourrions recommencer à rêver d'abattre les murs du capital, du travail salarié, du néocolonialisme et du patriarcat : « Changer le monde semble très ambitieux. Mais davantage encore risqué si on prend en compte les groupes de pouvoir qui ne permettront jamais que soit démantelée la civilisation capitaliste. Pourtant, dans les circonstances présentes, il n'y a pas d'autre alternative. Les conditions de vie de larges segments de la population et de la Terre même se détériorent à un rythme accéléré. Nous approchons d'un point de non-retour. Et la possibilité de changer de planète n'existe pas. [...] Nous devons relever le défi. Nous devons être rebelles face au pouvoir (et jusqu'à souhaiter peut-être sa destruction). Nous devons accepter nos limitations en tant qu'êtres humains dans la Nature. Nous devons haïr toute forme d'exploitation. Nous devons être ceux qui se dressent contre toutes les injustices et contre ceux qui les commettent. Nous ne devons pas nous résigner. Nous devons continuer à exiger et à construire l'impossible » [19].

La tâche est en cours, c'est notre pain quotidien, aujourd'hui et demain.

Santiago du Chili, 2015.

Notes

[1] Cet article se fonde sur la préface à l'édition chilienne du livre collectif *América Latina. Emancipaciones en construcción* (Santiago, Tiempo Robado Ed. /América en movimiento, 2015), <http://americaenmovimiento.cl/america-latina/>. L'auteur est docteur en sciences politiques, maître de conférences en Civilisation et histoire latino-américaine à l'Université Grenoble-Alpes, membre du comité éditorial de la revue www.rebellion.org et membre de la rédaction de *ContreTemps*.

[2] Tels que la construction d'États plurinationaux, l'instauration de droits sociaux plus ou moins institutionnalisés, la mise en place d'assemblées constituantes et d'espaces de participation communautaire ou l'impulsion de l'intégration régionale.

[3] Álvaro García Linera, *Las tensiones creativas de la Revolución. La quinta fase del Proceso de Cambio*, La Paz, Vice-présidence de l'Etat plurinational de Bolivie, 2011. www.rebellion.org.

[4] Emir Sader, "¿El final de un ciclo (que no existió) ?", Pagina 12, Buenos Aires, 17 septembre 2015 et Marta Harnecker, "Los movimientos sociales y sus nuevos roles frente a los gobiernos progresistas", *Rebelión*, 7 septembre 2015, www.rebellion.org

[5] Il faut noter ici que, pour nous, le gouvernement actuel de Michelle Bachelet se situe clairement hors de cette catégorie « progressiste post-néolibéral sud-américain » vu qu'il est fondamentalement une continuation « réformiste » du néolibéralisme des gouvernements de la Concertation qui ont dirigé le pays entre 1990 et 2010. Cf. Franck Gaudichaud, *Las fisuras del neoliberalismo maduro. Trabajo, "Democracia protegida" y conflictos de clases*, Buenos Aires, CLACSO, 2015, www.clacso.org.ar/libreria-latinoamericana/libro_detalle.php?orden=&id_libro=1053&pageNum_rs_libros=0&otalRows_rs_libros=1022.

[6] Massimo Modenesi, "Revoluciones pasivas en América Latina. Una aproximación gramsciana a la caracterización de los gobiernos progresistas de inicio de siglo". In Massimo Modenesi (coord.), *Horizontes gramscianos. Estudios en torno al*

pensamiento de Antonio Gramsci, México, FCPyS-UNAM, 2013.

[7] Raúl Zibechi, « Hacer balance del progresismo », *Resumen latinoamericano*, 4 août 2015, www.resumenlatinoamericano.org.

[8] Katu Akornada, "¿Fin del ciclo progresista o reflujó del cambio de época en América Latina ? 7 tesis para el debate", *Rebelión*, 8 septembre 2015, www.rebellion.org.

[9] Massimo Modenesi, "¿Fin del ciclo o fin de la hegemonía progresista en América Latina ?", *La Jornada*, 27 septembre 2015.

[10] Massimo Modenesi, "¿Fin del ciclo... ", art. cit.

[11] Jeffery R. Webber, "Ecuador's Impasse", *Jacobin*, 30 août 2015, <https://www.jacobinmag.com/2015/08/correa-pink-tide-gramsci-peoples-march/>.

[12] Ricardo Aguilar Agramont, "Entrevista a Eduardo Gudynas : La derecha y la izquierda no entienden a la naturaleza", *La Razón*, 23 août 2015.

[13] Raúl Zibechi, "Hacia un nuevo ciclo de luchas en América Latina", *Gara*, 3 novembre 2013, www.gara.naiz.info.

[14] Franck Gaudichaud, "El peso de la historia. América Latina y la mano negra de Washington", *Le Monde Diplomatique*, édition chilienne, juillet 2015.

[15] Pablo Seguel, "América Latina actual. Geopolítica imperial, progresismos gubernamentales y estrategias de poder popular constituyente. Conversación con Franck Gaudichaud". En : GESP (coord.), *Movimientos sociales y poder popular en Chile*, Tiempo robado ed., Santiago, 2015, pp. 237-278.

[16] Cf. Marta Harnecker, "Los movimientos sociales...", op. cit.

[17] Tamia Vercoûtère, prologue à l'édition équatorienne du livre *América Latina. Emancipaciones en construcción* (Quito, IEAN, 2013).

[18] Pablo Rojas Robledo, "Hay que sembrarse en las experiencias del pueblo". *Fin de ciclo, progresismo e izquierda. Entrevista con Miguel Mazzeo*, *Contrahegemonía*, septembre 2015, contrahegemoniaweb.com.ar

[19] Miriam Lang, Belén Cevallos et Claudia López (comp.), *La osadía de lo nuevo. Alternativas de política económica*, Quito, Fundación Rosa Luxemburg/Abya-Yala, 2015, pp. 191-192.

Face à la crise sociale et politique du Nicaragua – Solidarité avec les revendications populaires et contre la répression Orteguiste ! (Déclaration du Bureau Exécutif de la Quatrième Internationale)

La révolution populaire sandiniste

Le Front sandiniste de libération nationale (FSLN) est né comme « organisation d'avant-garde » avec une orientation anti-impérialiste et révolutionnaire, telle qu'établie dans son programme historique (1969), « capable de prendre le pouvoir politique (...) en établissant un système social qui élimine l'exploitation et la pauvreté auxquelles notre peuple a été soumis dans l'histoire ».

Après la défaite de la dictature de Somoza en juillet 1979, le FSLN bénéficiait du large soutien de la majorité de la population et a essayé de poser les fondements objectifs et subjectifs d'un projet révolutionnaire à caractère socialiste, même s'il existait de grands défis à relever dans un pays avec une économie fortement dépendante et une déstructuration sociale profonde, sans parler de la contre-révolution promue par les États-Unis dans les années 1980, qui sera décisive à ce stade du sandinisme. La IV^e Internationale avait immédiatement salué le renversement de la dictature et était pleinement solidaire avec le mouvement populaire révolutionnaire.

Conscient que les transformations économiques et sociales radicales seraient graduelles, le FSLN a mis en place une Junte de reconstruction nationale où le bloc sandiniste et la bourgeoisie étaient représentées. Il a donc été proclamé que les principes de la révolution étaient l'économie mixte, le pluralisme politique et le non-alignement, en tant que stratégies nécessaires à court terme.

À long terme, le programme historique du FSLN constituait le cadre général à développer, même s'il n'était pas exécuté dans son intégralité, laissant d'importantes lacunes quant à l'émancipation des femmes (en particulier en laissant intactes les lois restrictives sur l'avortement qui n'autorisaient les interruptions de grossesse que si la vie de la femme était en danger) ou les exigences de la paysannerie ainsi que de très graves erreurs, telles que le respect de la dette extérieure contractée par Somoza et la mise en œuvre de politiques monétaristes à la fin des années 80. En outre, à partir de 1988, les dirigeants sandinistes ont mis en place un plan d'ajustement structurel qui dégradait les conditions

de vie des pauvres sans toucher les riches. Ces politiques ressemblaient beaucoup aux conditions habituelles imposées par le FMI et la Banque mondiale tandis que, parallèlement, sous la pression de Washington, les deux institutions avaient suspendu leur aide aux autorités sandinistes. Ces politiques d'ajustement ont été très critiquées par certaines tendances au sein du FSLN car les efforts d'ajustement accablaient les classes populaires.

Cependant, le programme du FSLN comprenait la construction d'un gouvernement révolutionnaire qui permettrait la pleine participation de toute la population, au niveau national et local, le respect des droits humains, la liberté d'organiser le mouvement syndical dans les villes et les campagnes, la liberté d'organiser des groupes de paysans, de jeunes, d'étudiants, de femmes, etc. Les latifundios furent expropriés, la terre redistribuée et des syndicats et des associations paysannes se sont formés. Il y eut aussi la nationalisation des usines, des immeubles et autres biens de l'oligarchie de Somoza.

Au cours des onze années suivantes, l'enseignement a été généralisé, l'université a été ouverte aux classes populaires, des programmes d'assistance sociale ont été créés, un système de santé universel et d'autres services de base ont été mis en place, et des comités de défense sandinistes (CDS) ont été créés pour organiser la population des quartiers.

Le FSLN a également instauré une politique fiscale équitable, les droits des travailleurs et une justice sociale historique pour la côte caraïbe, en raison de l'exploitation et des discriminations contre les peuples autochtones. C'était donc un programme axé sur le socialisme pour en préparer les conditions matérielles, avec des approches tactiques et stratégiques, qui, malgré les difficultés du contexte et la menace de l'impérialisme US, ont ouvert de nouvelles promesses de rupture avec le système hégémonique.

Cependant, la réforme agraire n'allait pas assez loin : les expropriations se concentraient principalement sur les avoirs de Somoza et de ses alliés en préservant les intérêts des grands groupes capitalistes et des puissantes familles que certains dirigeants sandinistes voulaient transformer en alliés ou en compagnons de route. En outre, au lieu de donner la priorité aux petites et moyennes exploitations, le FSLN a rapidement créé un secteur agraire d'État et des coopératives, ce qui n'était pas en phase avec les attentes de la

population rurale, dont une partie fut attirée par les Contras contre-révolutionnaires.

L'auto-organisation et le contrôle des travailleurs n'étaient pas assez encouragés. Une partie de la direction du FSLN a été formée dans les années 1960-1970 à Cuba, qui, sous l'influence de l'Union soviétique stalinisée, promouvait alors l'organisation populaire dans un cadre très contrôlé et limité. En conséquence, les masses ne pouvaient pas participer pleinement à leur propre émancipation.

La trahison du programme historique du FSLN et l'instauration d'un régime corporatiste autoritaire

Quand le FSLN a perdu les élections en 1990, la nouvelle situation internationale favorisait la droite, et la restauration capitaliste en Europe orientale a privé le Nicaragua d'alliés internationaux. Mais commençait aussi à sourdre un certain découragement quant à la direction prise par le processus révolutionnaire. Dans les bases sandinistes il y avait un malaise dû à la bureaucratisation et au verticalisme de la Direction nationale du FSLN qui nommait les membres du CDS, les dirigeants syndicaux, les cadres territoriaux et les cadres intermédiaires. Progressivement, l'absence de démocratisation de ces organes a conduit au développement d'une direction sandiniste bureaucratique jouissant de privilèges contrastant avec la réalité de la grande majorité à qui il était demandé de faire des sacrifices économiques et sociaux au nom de la révolution.

Lorsque les principaux commandants de la direction nationale, des administrations et de l'encadrement intermédiaire s'emparèrent – dans ce que l'on appelle communément la piñata – de terres, plantations de café, demeures, haciendas, automobiles et autres biens de l'État que la révolution avait pris au nom de la grande majorité, ce malaise s'est approfondi. Les arguments présentés par les commandants étaient qu'il s'agissait d'empêcher l'ennemi de s'emparer de ce qui avait coûté tant de sang, mais cela ne suffisait pas pour expliquer à la population l'enrichissement personnel de la bourgeoisie sandiniste alors naissante.

Par la suite, le FSLN sous Daniel Ortega a adopté une attitude oscillant entre compromis et confrontation avec le gouvernement de l'Union de l'opposition nationale (UNO) de Violeta Chamorro. La Direction nationale du FSLN,

contrôlée principalement par le courant de la gauche démocratique de Daniel Ortega, d'un côté encourageait les luttes contre les privatisations, tandis que de l'autre elle soutenait à l'Assemblée nationale le gouvernement Chamorro qui les menait.

À la fin des années 1990, Ortega a conclu un pacte avec le Parti libéral constitutionnaliste (PLC) d'Arnoldo Alemán, président depuis 1997, dans une sorte de coexistence avec la droite la plus conservatrice et la plus corrompue. Ce sont des « amitiés dangereuses » pour un projet révolutionnaire. C'était cependant profitable pour le FSLN de Daniel Ortega et le PLC d'Alemán, qui ont obtenu différents avantages de ces pactes. On l'a vu avec le soutien du PLC à Ortega face aux accusations d'abus sexuels de la part de sa belle-fille Zoilamérica Narváez. Et, quelques années plus tard, quand Alemán, condamné à 20 ans de prison pour la corruption galopante de son gouvernement, a été autorisé à purger sa peine en résidence surveillée grâce aux hommes qu'Ortega avait placés dans le système judiciaire, jusqu'à ce que la Cour suprême annule la condamnation en 2009, sous la présidence d'Ortega.

La réforme de la loi électorale des années 2000, promue par les députés sandinistes et libéraux, est un autre produit du pacte Ortega-Alemán. La réforme permet de remporter la présidence et la vice-présidence de la République avec un minimum de 35 % en devançant le second candidat de 5 points. Cette nouvelle loi électorale a permis à Daniel Ortega, qui n'avait plus assez de soutiens depuis 1990, d'être élu en 2006 avec 38,07 % des voix.

Faisant partie de l'opposition, le groupe parlementaire sandiniste a voté en 2006, en accord avec les députés conservateurs, une loi interdisant complètement l'avortement. Ils l'ont fait dans le cadre du pacte avec la droite qui avait permis au FSLN de revenir à la présidence de la république aux élections de fin 2006. Et c'est sous la présidence de Daniel Ortega – qui a refusé de casser la loi – que cette interdiction a été intégrée au nouveau code pénal entré en vigueur en 2008. Cette interdiction ne permet aucune exception, même si la santé ou la vie de la femme enceinte est en danger ou si la grossesse résulte d'un viol.

Cette démarche a accompagné les progrès réalisés dans la consolidation d'autres amitiés dangereuses : cette fois, avec un ancien adversaire du FSLN, le cardinal Miguel Obando y Bravo, réintégré par Ortega dans la vie publique comme président de la Commission Réconciliation, Paix et

Justice, organe chargé de veiller au respect des accords par les démobilisés de guerre. Ce fut le début d'une autre relation privilégiée entre le FSLN d'Ortega et les pouvoirs en place. Afin de gagner les voix des conservateurs, Daniel Ortega a épousé Rosario Murillo à l'église avant les élections de novembre 2006, avec le cardinal Obando comme officiant.

C'est également après le retour d'Ortega au gouvernement que le FSLN a formalisé les accords avec le COSEP, formant une alliance entre ces deux secteurs, présentée comme un espace pour un accord tripartite entre le gouvernement, le secteur privé et les syndicats. Cependant, la participation des syndicats était symbolique puisqu'ils ont été cooptés par les intérêts du FSLN, c'est-à-dire du tandem Ortega-Murillo, comme le prouvent les positionnements de la Centrale sandiniste des travailleurs (CST) dans les luttes des travailleurs contre les gros employeurs tels que la famille Pellas ou face aux accords sur le salaire minimum. Ainsi, peu à peu, de l'élaboration des lois aux négociations salariales, la politique économique nicaraguayenne a été subordonnée aux intérêts du grand capital national. Cependant, un pacte de cette nature ne peut être limité au grand capital national, car sa propre dynamique mène au capital transnational, en particulier à l'industrie extractive et, surtout, à l'industrie minière. Tout cela soutient la logique néolibérale qui prévaut dans la région : canalisation des ressources publiques vers des investissements privés, externalisation et privatisation des services, exonérations fiscales et avantages pour le capital, etc.

L'accord de libre-échange avec les États-Unis a été adopté en 2005. Bien que le groupe parlementaire du FSLN, alors dans l'opposition, en octobre 2005 ait voté contre sa ratification, en 2006 les parlementaires du FSLN ont soutenu les modifications d'une série de lois permettant l'adoption des conditions imposées par les USA. D'ailleurs, une fois au pouvoir à partir de 2007, le gouvernement de Daniel Ortega n'a aucunement tenté d'abroger cet accord de libre-échange avec la superpuissance américaine. C'est un changement de cap supplémentaire dans l'orientation du FSLN, qui accusait auparavant le gouvernement du président Enrique Bolaños d'avoir asservi le Nicaragua aux intérêts économiques de Washington. L'approbation de ce traité par les députés du FSLN s'est accompagnée d'un soutien à la modification de toute une série de lois afin de se conformer aux conditions imposées par les États-Unis. D'autres traités de libre-échange ont

été approuvés avec l'appui du FSLN : un traité avec Taïwan (entré en vigueur en 2008), un traité entre l'Amérique centrale et le Mexique (2011) et un autre entre l'Amérique centrale et l'Union européenne (2012).

En 2006, le Nicaragua a bénéficié d'un allègement de sa dette dans le cadre de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE) : le FMI a annulé 206 millions de dollars de la dette nicaraguayenne. Lorsque Ortega est revenu au gouvernement en 2007, le programme du FMI était terminé et le Fonds ne voyait pas la nécessité d'en signer un nouveau considérant la dette du Nicaragua comme viable. Le gouvernement de Daniel Ortega a néanmoins insisté pour mettre en place un nouveau programme visant à attirer les investisseurs étrangers. Le FMI a finalement accepté, exigeant du gouvernement d'approfondir les politiques néolibérales poursuivies par la droite et d'appliquer une austérité budgétaire afin de dégager un excédent fiscal primaire.

Les institutions de Bretton Woods n'ont donc rien à reprocher au gouvernement nicaraguayen. Le FMI note « le succès du Nicaragua dans le maintien de la stabilité macroéconomique » (mars 2016). Lors de la dernière visite de son équipe technique (février 2018), cette organisation a déclaré que « la performance économique en 2017 était supérieure aux attentes et les perspectives pour 2018 favorables ». Quant à la Banque mondiale, elle a choisi le même moment, en avril 2018, alors que le gouvernement d'Ortega venait d'annoncer des mesures néolibérales concernant la sécurité sociale, pour féliciter Ortega pour sa politique économique judicieuse. En d'autres termes, le Nicaragua a respecté les directives que ces organisations imposent à la région.

Tout cela a été possible avec le contrôle majoritaire de l'Assemblée par le FSLN. En outre, en novembre 2013, Ortega a présenté une initiative visant à adopter une loi réformant la Constitution de la République, qui prévoyait notamment d'élire le président à la « majorité relative » des voix, indépendamment du pourcentage obtenu, et de permettre des réélections présidentielles illimitées. Actuellement, le FSLN d'Ortega exerce un contrôle absolu sur l'Assemblée, avec 71 députés sur un total de 92.

Il y a aussi deux grandes trahisons du FSLN envers son programme historique qui ne peuvent être passées sous silence. La première est la démobilisation et la destruction du tissu organisationnel populaire et des grands mouvements sociaux, majoritairement cooptés par

le régime. Cela se fait par le contrôle à différents niveaux, depuis la normalisation légale, avec l'interdiction de se présenter à des élections sur des listes indépendantes, et par le contrôle exercé par le biais des Conseils du pouvoir du citoyen (CPC), qui sont des formes d'organisation verticales qui visent à contrôler les citoyens aux fins du pouvoir du couple présidentiel.

L'autre trahison est celle des droits des femmes. Avec l'interdiction totale de l'avortement, la réforme de la loi sur les violences masculines, la persécution du mouvement féministe critique du régime, l'impunité pour des années d'abus sexuel contre Zoilamérica, etc., cette trahison remet en question tout le système politique et social autour de l'ortéguisme. En 2012, après une importante campagne menée par des organisations féminines de base – qui remontent à l'époque de la révolution –, le Nicaragua a adopté la loi 779 qui combattait les violences faites aux femmes. Cette loi supprimait l'exigence antérieure de médiation en cas de viol. Cette loi était le résultat d'une campagne progressiste, mais il y avait aussi une campagne réactionnaire contre elle, menée par la hiérarchie catholique qui la qualifiait d'« anti-famille ». La loi a donc été sérieusement affaiblie par un amendement 15 mois après son adoption sans aucune résistance de la part du FSLN.

Fronts de lutte féministes et de base paysans-ouvriers, répression d'État comme réponse

À ce stade, il a été démontré que le programme historique du FSLN, qui défend les droits et l'égalité entre les peuples, est en contradiction avec la dérive prise par l'ortéguisme. De tous les fronts de lutte ouverts, ce sont les mouvements de femmes, critiques envers le gouvernement, qui n'ont cessé de dénoncer des modifications apportées à la loi 779 qui réduit le féminicide au domaine des relations de couples hétérosexuels ou qui inclut la médiation avec les agresseurs en tant que mécanisme de résolution des conflits. En d'autres termes, la loi a été vilipendée, tout comme les corps de femmes nicaraguayennes exposées à ces lois ou manifestant dans la rue pour faire valoir leurs droits.

Sur d'autres fronts, on trouve également la lutte contre l'extractivisme, et il y a différents exemples de conflits entre l'accumulation de capital et la pérennité de la vie elle-même, dus à l'incompatibilité entre extractivisme comme moteur du développement qui ne profite ni à la grande majorité ni aux communautés qui souffrent

de ses effets négatifs, comme à Rancho Grande ou à Mina El Limón. Dans les deux cas, face à l'organisation et à la mobilisation des communautés, la réponse a été la répression. La même chose se produit avec les projets miniers, hydroélectriques et agro-industriels.

Mais, de tous ces projets qui représentent une menace pour les communautés et l'environnement, il en est un qui a provoqué une mobilisation importante, à l'échelle nationale et internationale, qu'Ortega n'a pas été en mesure de dissimuler : le projet de construction d'un canal interocéanique qui propose de scinder le pays et la région en deux, de la mer des Caraïbes à l'océan Pacifique, traversant le lac Nicaragua, principale réserve d'eau douce d'Amérique centrale. Dans ce cas, la réponse a été la persécution, la répression et la stigmatisation des mouvements sociaux.

Ainsi, le gouvernement, qui sert les intérêts du capital privé (qu'il soit détenu par des capitalistes « traditionnels » locaux, bureaucratiques ou étrangers), non seulement agit pour réprimer le peuple en faveur des multinationales, mais est également complice de la destruction de l'environnement et coupable de violations généralisées des droits humains.

Avril 2018 et la mobilisation populaire contre le régime : l'ortéguisme franchit le Rubicon

Onze années se sont écoulées depuis le retour au pouvoir d'Ortega, une période au cours de laquelle suffisamment de mécontentement social s'est accumulé pour que deux événements déclenchent la flambée d'avril 2018 : l'inaction du gouvernement face à l'incendie de la réserve d'Indio Maíz et le projet de réforme de l'Institut de sécurité sociale nicaraguayen (INSS). Cette réforme aurait réduit les retraites actuelles de 5 %, limité l'indexation des pensions sous le taux d'inflation et instauré des réductions des futures pensions d'environ un million de salariés, pouvant atteindre 13 %.

L'explosion sociale s'est reflétée dans la mobilisation dans les rues de plusieurs villes nicaraguayennes et a attiré l'attention de la communauté internationale sur le Nicaragua et le mécontentement populaire contre le régime.

Le 18 avril, des manifestations et des protestations ont éclaté spontanément et pacifiquement dans des villes importantes comme León ou Managua et ont été immédiatement violemment dispersées par le gouvernement. Divers rapports sur les droits

humains font référence à des groupes progouvernementaux organisés ou « forces de choc » recrutés dans la jeunesse sandiniste, en plus de la police anti-émeute. Ce recours disproportionné à la violence a nourri les manifestations et les mobilisations du 19 avril par le biais des « autoconvocados » : il s'agit de jeunes, d'étudiant·e·s, de travailleur·e·s, etc., qui ont organisé des blocages de rues et de villes avec les « tranques » qui se sont peu à peu étendus dans le pays à des villes comme Masaya, Grenade, Matagalpa, Rivas et Estelí, associés à d'autres collectifs et mouvements. Depuis ce jour, le gouvernement d'Ortega-Murillo poursuit la répression policière et militaire, en particulier avec les agissements de groupes paramilitaires qui ont tiré sur la population sans discrimination. Ces groupes sont masqués, lourdement armés et opèrent en toute impunité, en plein jour et aux côtés des forces de police. Ce qui indique qu'ils agissent en plein accord avec le régime.

Le 22 avril, en raison de la large participation aux manifestations, Ortega a annulé la réforme de l'INSS. Le 24 avril, le gouvernement a décidé d'engager un Dialogue national avec une partie des manifestants et d'autres acteurs sous l'égide de l'Alliance civique pour la justice et la démocratie, composé d'organisations de la société civile, d'étudiant·e·s, de paysan·e·s et même du monde des affaires, et avec l'Église catholique comme médiatrice, dans le but de résoudre le conflit. À ce moment, les mouvements sociaux avaient déjà clairement exprimé leurs exigences pour établir un dialogue : pas de négociation sans arrêt de la répression, la garantie de justice et de réparation pour les manifestants assassinés les jours précédents et le départ du duo Ortega-Murillo du pouvoir, en tant qu'objectif non négociable. La revendication des mouvements sociaux était donc de négocier une transition post-Ortega. Cependant, après avoir insisté sur ces points, le gouvernement a décidé de suspendre le dialogue. Pour le mouvement social, poursuivre la négociation dans ce contexte aurait signifié un renforcement de l'ortégisme et de son régime répressif.

En même temps, les institutions de l'État ont réagi rapidement pour légitimer la répression, par exemple avec la promulgation de la loi antiterroriste, qui criminalise et persécute spécifiquement les dirigeants de mouvements sociaux. Des milliers d'exilés et plus de 400 morts, comme l'expulsion des organisations nationales et internationales de défense des droits humains, dont l'ONU elle-même, rendent compte du point de

non-retour atteint par le régime. Après le recours massif à la terreur afin de réprimer et d'intimider la population, le gouvernement a repris le contrôle des rues à la mi-juillet. Depuis lors, plusieurs centaines de personnes qualifiées de « terroristes » par le gouvernement ont été arrêtées et sont toujours emprisonnées, les droits de la défense ne sont pas respectés – les associations de défense des droits humains ne sont pas autorisées à accéder aux prisons, les avocats de certains détenus non plus. Certains d'entre eux ont été intimidés et torturés afin de les forcer à faire de faux aveux qui corroboreraient l'affirmation selon laquelle le gouvernement ferait face à un complot visant à le renverser par la force.

Suite à la répression, une partie de la population a été suffisamment intimidée pour ne pas participer aux protestations de rue. De nombreuses manifestations ont néanmoins été organisées, mais elles n'ont pu rassembler autant de participants qu'entre avril et juillet 2018. Elles étaient organisées par une diversité de mouvements et d'organisations : Articulation des mouvements sociaux et des organisations de la société civile, Alliance civique pour la justice et la démocratie, mouvements étudiants, Mouvements du 19 avril (sur tout le territoire national), organisations communautaires, Mères d'avril, comités de prisonniers politiques, mouvements de femmes et réseaux féministes, collectifs LGTBIQ, universités, syndicats et associations professionnelles indépendantes... Mais il existe un consensus pour qu'Ortega et Murillo quittent le gouvernement et sur la nécessité de reconstruire le sandinisme sans Ortega.

Mais toutes ces organisations s'opposent également aux ingérences extérieures qui cherchent une issue au conflit vers un « ortégisme sans Ortega » ; c'est-à-dire le maintien d'une structure clientéliste qui protège les intérêts économiques du capital national et transnational. Par conséquent, l'un des principaux défis actuels pour les mouvements est le débat et le consensus sur cette transition et cette feuille de route, et sur le fait que des acteurs tels le COSEP, actuellement déterminants pour la sortie d'Ortega-Murillo, ne constituent pas une menace pour un projet social et économique émancipateur.

À ce point de non-retour, le régime utilise une rhétorique anti-impérialiste pour présenter une tentative de « coup d'État en douce » comme cela s'est produit dans d'autres pays de la région. L'orthodoxie anti-impérialiste actuelle est réduite à un affichage utile pour se légitimer dans la

sphère internationale, mais qui réduit à une ingérence extérieure un conflit aux racines profondes et complexes dans la réalité nationale. En interne, il ne profite qu'à un groupe de personnes assez privilégiées pour ne pas subir les pires reflets du régime qu'elles ont instauré au Nicaragua.

Une partie de la gauche internationale défend cette compréhension du conflit. Elle considère que les puissances impérialistes – à commencer par les États-Unis et leurs alliés dans la région – sont en grande partie responsables de la déstabilisation de la situation interne du pays et qu'un secteur dominant du mouvement de protestation est dirigé ou manipulé par la droite réactionnaire. Cette partie de la gauche internationale se méfie des informations affirmant que le régime porte la responsabilité principale des centaines de morts qui ont résulté de ces événements dramatiques, voire les considère comme de fausses déclarations.

Ortega et ses partisans ne peuvent toutefois pas démontrer cette prétendue tentative de coup d'État. La plupart des manifestants n'ont utilisé aucun moyen terroriste. Le gouvernement n'a pas pu montrer la preuve d'un seul mercenaire étranger impliqué dans le mouvement. Aucun secteur de l'armée n'a été dénoncé par Ortega pour avoir soutenu l'idée d'un coup d'État. En dernière analyse, l'armée est restée du côté du régime jusqu'à ce jour.

Face aux faits présentés ici, il est tout simplement fallacieux de rechercher l'équivalence de coups d'État en douce dans le cas du Nicaragua, tout comme il est irresponsable de réduire les mobilisations actuelles au vandalisme de certains groupes, ou que les droits humains, et en particulier les droits des femmes, puissent être objets de négociation ou monnaies d'échange pour n'importe quelle société, et encore moins pour celle qu'un jour nous, en tant que gauche révolutionnaire, aspirons à construire. Il est également fallacieux de présenter le gouvernement d'Ortega comme un gouvernement socialiste, ou de gauche, compte tenu des politiques mises en œuvre depuis onze ans en faveur du capital – comme le montre le soutien du FMI, de la Banque mondiale et du grand capital à Ortega, ainsi que le soutien des puissances capitalistes, y compris l'impérialisme américain, jusqu'à ce que la répression devienne trop forte pour qu'elles continuent à soutenir le régime publiquement. Aucun peuple ne doit se contenter de moins que les aspirations les plus nobles en matière de libertés, de démocratie, de justice sociale et de

droits humains qu'il a acquis, en l'occurrence synthétisées dans les idéaux sandinistes. La logique du moindre mal finit par être le chemin le plus court vers le plus grand mal !

Pour toutes ces raisons, la IV^e Internationale, qui depuis le début s'est consacrée à la solidarité avec la Révolution sandiniste, soutient les secteurs de gauche et démocratiques de la résistance, la rébellion et le pouvoir populaire contre le régime ortéguste actuel et manifeste sa solidarité avec les secteurs qui luttent pour la reconstruction d'un sandinisme qui soit anticapitaliste, démocratique et respectueux des droits humains, et qui soit capable de se débarrasser du despotisme néolibéral et répressif qui écrase les classes populaires nicaraguayennes.

Halte à la répression des mouvements populaires nicaraguayens ! Libération immédiate de tous les prisonniers politiques !

Pour les droits des femmes ! Légaliser l'avortement maintenant !

A bas le régime néolibéral criminel d'Ortega-Murillo !

Contre toute ingérence impérialiste dans les affaires intérieures du Nicaragua ! Pour le droit des peuples, au Nicaragua, en Amérique centrale et au-delà, de prendre en main leur destin !

Pour la refondation sandiniste ! Vers une alternative écosocialiste au modèle extractiviste axé sur l'exportation et au système capitaliste, ce qui implique une rupture nécessitant le plus haut niveau de démocratie et d'auto-organisation !

Nous articulerons ces revendications dans une campagne de solidarité internationaliste avec les victimes de la répression au Nicaragua.

Bureau Exécutif de la Quatrième Internationale
28 Octobre 2018, Amsterdam